

1

1 GÉNÉRALITÉS

1.01 TRAVAUX VISÉS PAR LES DOCUMENTS CONTRACTUELS

- .1 Les travaux visés par ce projet comprennent la fourniture, les livraisons, de la main d'œuvre, de l'équipement et du matériel et de l'installation de quais flottants à Boynes Cove, ainsi que la fourniture et la livraison de quais flottants à Dipper Harbour et Black's Harbour. Tous les emplacements sont situés dans les comtés de Charlotte et de Saint-Jean, dans la Province du Nouveau-Brunswick. Tous les travaux doivent être rigoureusement conformes aux devis et aux dessins qui les accompagnent et assujettis à toutes les modalités du contrat.
- .2 Mobilisation et démobilitation de tout l'équipement nécessaire pour faire avancer les travaux pour l'ensemble du contrat.
- .3 Seuls les articles du tableau des prix unitaires seront mesurés pour le paiement. Tous les autres travaux nécessaires à l'exécution du contrat seront considérés comme accessoires au projet et ne seront pas évalués séparément pour le paiement.

1.02 DESCRIPTION DES TRAVAUX

- .1 Les travaux comprendront, sans toutefois s'y limiter, les éléments suivants :
 - .1 Mobilisation et démobilitation de tout l'équipement aux trois emplacements.
 - .2 Présentation d'un plan d'atténuation environnementale et de sa mise en œuvre.
 - .3 Présentation d'un plan de santé et de sécurité, y compris la protection contre la Covid-19 et de sa mise en œuvre.
 - .4 Accéder aux aires de travail.
 - .5 Séquence de travail : Le travail à Dipper Harbour doit être fait en premier, Boyes Cove en deuxième, puis Black's Harbour en dernier. Remarque : Les quais flottants pour Dipper Harbour doivent être construits et livrés sur place, au plus tard, le 31 août, 2022.
 - .6 Débranchement du courant électrique sur les quais flottants à Boynes Cove comme indiqué sur les dessins.
 - .1 Une fois que les nouveaux quais flottants sont installés, l'électricité devra être rebrancher à Boyes Cove.
 - .7 Faire le débranchement des passerelles d'aluminium existantes à Boynes Cove, pour permettre le nouveau travail d'être effectué. Faire le re-branchement des passerelles existantes une fois que les nouveaux quais flottants sont installés et approuvés. Bloquez complètement les entrées avant de débrancher les passerelles. Veillez remettre les passerelles en place une fois que les travaux sont terminés.
 - .8 Faire le débranchement des quais flottants existants de leur ancrage aux pieux en H à Boynes Cove, seulement lorsque les nouveaux quais flottants sont livrés et prêts à être installés.
 - .9 Faire l'enlèvement et l'élimination des quais flottants en bois traités existants à Boynes Cove.
 - .1 L'élimination des quais flottants en bois traités doit se faire à

- 1 un site d'immersion agréé. Les bordereaux d'élimination doivent être soumis au Représentant du Ministère.
- .10 Fournir et livraison d'une passerelle en aluminium au Quai de Dipper Harbour, tel qu'indiqué sur les dessins.
- .11 Fournir et installer des nouveaux quais flottants à Boynes Cove; fournir et faire la livraison des nouveaux quais flottants à Dipper Harbour ainsi qu'à Black's Harbour.
- .1 Veuillez comprendre tout le matériel de connexion.
- .12 Nettoyage.

1.03 CERTIFICATS DE PERMIS ET DROITS

- .1 L'entrepreneur est responsable d'obtenir un permis de carrière et de fournir des avis aux navigateurs pour le début des travaux de construction.
- .2 Obtenir et payer tous les permis, certificats et licences exigés par les autorités municipales, provinciales, fédérales et autres.
- .3 Fournir les avis de projet appropriés aux autorités d'inspection municipales et provinciales.
- .4 Présenter au Représentant du Ministère, une copie des présentations de demandes et des documents d'approbation reçus pour les autorisations susmentionnées.
- .5 Présenter au Représentant du Ministère une copie du permis de la carrière, s'il y a lieu, avant le début de l'exploitation de la carrière.
- .6 Se conformer à toutes les exigences, recommandations et conseils de tous les organismes de réglementation, à moins que le Représentant du Ministère n'en décide autrement par écrit. Faire des demandes de dérogation à ces exigences suffisamment à l'avance pour les travaux connexes.

1.04 INSPECTION DU CHANTIER

- .1 Tous les soumissionnaires, avant de soumettre leur soumission, sont tenus d'inspecter et d'examiner le chantier et ses environs et de s'assurer de la forme et de la nature des travaux et des matériaux nécessaires à l'achèvement des travaux, les moyens d'accès au site, la gravité, l'exposition et l'incertitude des conditions météorologiques, de l'état du sol, des aménagements dont ils pourraient avoir besoin et, en général, doivent eux-mêmes obtenir tous les renseignements nécessaires sur les risques, les éventualités et autres circonstances qui peuvent influencer sur leur soumission. Aucune provision n'est faite ultérieurement à cet égard en raison d'une erreur ou d'une négligence afin de bien observer et déterminer les conditions qui s'appliqueront.
- .2 Les entrepreneurs, les soumissionnaires ou ceux qu'ils invitent sur le chantier doivent examiner la section 01 35 29.06 - Santé et Sécurité avant de visiter le site. Prendre toutes les mesures de sécurité appropriées pour toute visite sur le site, avant ou après l'acceptation de la soumission.

1.05 DONNÉE

- .1 Le point de référence utilisé pour ce projet est la marée normale la plus basse (TNL) et on suppose qu'elle se situe à +9,26 mètres au-dessous du point de référence Ramp a Boynes Cove.
- .2 Les soumissionnaires sont priés de consulter les tables de marées publiées par Pêches et Océans afin de s'assurer des conditions de marée qui affectent les travaux.

1.06 CONDITIONS SOUS-MARINE EXISTANTES

- .1 On peut obtenir des renseignements sur l'état actuel de la sous-surface en communiquant avec le Représentant du Ministère.
- .2 Les entrepreneurs sont avisés que toute enquête antérieure qui pourrait être disponible pour examen visait à fournir des renseignements généraux sur le chantier seulement. L'entrepreneur est responsable de toute interpolation et/ou hypothèse faite relativement à toute enquête antérieure.

1.07 CODES ET NORMES

- .1 Exécuter les travaux conformément à la dernière édition du Code national du bâtiment du Canada, Norme 373 de la FCC - Norme pour les jetées et les quais (<http://www.rhdcc.gc.ca/fr/lp/lo/fp/standards/373.shtml>) et tout autre code d'application provinciale ou locale, y compris toutes les modifications apportées jusqu'à la date de clôture de la soumission du projet, à condition que, en cas de conflit ou de divergence, les exigences plus strictes s'appliquent.
- .2 Les matériaux et la fabrication doivent respecter ou dépasser les exigences des normes, des codes et des documents de référence précisés.

1.08 DISPOSITION DES TRAVAUX

- .1 Définir les élévations de nivellement et les travaux d'aménagement, en détail à partir des points de contrôle et des élévations établis par le Représentant du Ministère.
- .2 Veiller complètement assumer l'entière responsabilité des lieux du travail, aux lignes et aux élévations indiqués ou selon les directives du Représentant du Ministère.
- .3 Fournir les appareils nécessaires pour faire l'aménagement et à la construction des travaux.
- .4 Fournir les dispositifs comme les bords droits et les gabarits nécessaires, pour faciliter l'inspection des travaux par le Représentant du Ministère.
- .5 Veuillez fournir des piquets et d'autres repères de repérage nécessaires pour faire l'exécution des travaux.

1.09 HORAIRE DE TRAVAIL

- .1 Soumettre dans les 7 jours ouvrables suivant, l'avis d'acceptation de la soumission, un calendrier de construction indiquant le début et l'achèvement de tous les travaux dans le délai indiqué sur le formulaire de soumission et d'acceptation et selon la date indiquée dans la lettre d'acceptation de la soumission.
- .2 Fournir suffisamment de détails dans le calendrier pour illustrer clairement l'ensemble du plan de mise en œuvre, illustrant la coordination efficace des tâches et des ressources, réaliser les travaux à temps et permettre une surveillance efficace de l'avancement des travaux par rapport aux jalons établis. En général, les graphiques à barres dérivés du système de gestion de projet informatisé disponible dans le commerce sont préférés, mais pas obligatoires.
- .3 Au minimum, le calendrier de travail doit être préparé et présenté sous forme de diagrammes à barres (GANTT) indiquant les activités, les tâches et les autres éléments du projet; la durée prévue et les dates prévues pour la réalisation des principales activités et des principaux jalons du projet, fournies en détail suffisant et étayées par des exposés narratifs pour démontrer un plan raisonnable pour l'achèvement du projet dans les délais prescrits. En général, les diagrammes à barres tirés du système informatisé de gestion de projet disponible sur le marché sont préférables, mais non obligatoires.
- .4 Présenter des mises à jour du calendrier au moins une fois par mois et plus souvent, à la demande du Représentant du Ministère, en raison des changements fréquents des conditions du projet. Fournir une explication narrative des changements nécessaires et des révisions du calendrier à chaque mise à jour.
- .5 Le calendrier, y compris les mises à jour, doit être approuvé par le Représentant du Ministère. Prendre les mesures nécessaires pour terminer le travail dans les délais approuvés. Ne pas modifier le calendrier sans l'approbation du Représentant du Ministère.
- .6 Tous les travaux relatifs au projet seront achevés dans le délai indiqué sur le formulaire de soumission et d'acceptation.
- .7 Les travaux sur ce site ne seront pas autorisés au cours de la dernière semaine d'octobre et des deux premières semaines de novembre 2022, afin de permettre le lancement de la saison de pêche au homard sans obstruction.

1.10 ABBRÉVIATIONS

- .1 Les abréviations suivantes de spécification standard ont été utilisées dans cette spécification et sur les dessins:
ONGC - Spécifications du gouvernement canadien Conseil
CSA - Association Canadienne de Normalisation
ANCB - Autorité Nationale de classification de bois d'œuvre
SATM - Société Américaine pour les tests et les matériaux
- .2 Lorsque ces abréviations et normes sont utilisées dans le cadre de ce projet, la dernière édition en vigueur à la date de l'appel d'offres sera considérée comme applicable.

1.11 CARRIÈRE ET EXPLOSIFS

- .1 Prendre ses propres dispositions avec les autorités provinciales et les propriétaires de propriétés privées pour l'extraction et le transport de la roche et de tous les matériaux et machines nécessaires pour travailler sur leur propriété, leurs routes ou leurs rues, selon le cas.

1.12 EXPLOITATION DU SITE

- .1 Prévoir suffisamment d'espace adjacent au site du projet pour la conduite des opérations, le stockage des matériaux et ainsi de suite. Faites attention afin de ne pas obstruer ou endommager la propriété publique ou privée dans le secteur. Ne pas interférer avec les opérations quotidiennes normales en cours sur le site. Toutes les dispositions relatives à l'espace et à l'accès seront prises par l'entrepreneur.
- .2 Enlever la neige et la glace au besoin pour maintenir un accès sécuritaire sans endommager les structures existantes ni nuire aux activités des autres.

1.13 PROTECTION

- .1 Entreposer tous les matériaux et le matériel à intégrer aux travaux afin de prévenir tout dommage par quelque moyen que ce soit.

-
- 1 .2 Réparer ou remplacer tous les matériaux ou le matériel endommagé pendant le transport ou l'entreposage à la satisfaction du Représentant du Ministère et sans frais pour le Canada.

1.14 PAIEMENT

- .1 Le paiement de tous les travaux effectués dans le cadre du présent contrat doit être conforme aux "Articles de Convention".
- .2 Les changements dimensionnels, selon les directives du Représentant du Ministère, en fonction des conditions existantes, mais qui n'entraînent pas de travaux ou de matériaux supplémentaires, ne seront pas considérés comme des éléments supplémentaires au contrat.

1.15 INSPECTION ET ESSAIS

- .1 Le paiement de tous les travaux effectués dans le cadre du présent contrat doit être conforme aux " Articles de Convention ".
- .2 Les changements dimensionnels, selon les directives du Représentant du Ministère, en fonction des conditions existantes, mais qui n'entraînent pas de travaux ou de matériaux supplémentaires, ne seront pas considérés comme des éléments supplémentaires au contrat.

1.16 ÉLIMINATION DES DÉBRIS

- .1 Les débris, y compris les matériaux de construction qui ne sont pas incorporés aux travaux, les produits pétroliers et les contenants, ainsi que d'autres matériaux de cette nature seront éliminés à des endroits appropriés à l'extérieur du site. L'élimination est la responsabilité de l'entrepreneur.
- .2 Les matériaux provenant des travaux ne seront pas autorisés à dériver pour devenir autrement une menace pour la navigation.

1.17 EMPLACEMENT DU MATÉRIEL

- .1 L'emplacement des bâtiments, des réservoirs, de l'équipement, des appareils, indiqués ou spécifiés doit être considéré comme approximatif. Les emplacements réels doivent être adaptés aux conditions au moment de l'installation et dans la mesure du raisonnable. Obtenir l'approbation du Représentant du Ministère.
- .2 Placer l'équipement, les appareils et les systèmes de distribution de manière à réduire au minimum les interférences et à fournir un espace maximal utilisable, conformément aux recommandations du fabricant en matière de sécurité, d'accès et d'entretien.
- .3 Soumettre des dessins sur le terrain pour indiquer la position relative de divers services et équipements lorsque le Représentant du Ministère l'exige.

1.18 RÉUNIONS DE PROJET

- 1 .1 L'entrepreneur organisera les réunions du projet et assumera la responsabilité de l'établissement, des heures et de l'enregistrement des procès-verbaux.
- .2 Les réunions du projet auront lieu sur les lieux de travail, à moins que le Représentant du Ministère le demande autrement.
- .3 L'entrepreneur sera responsable de la consignation des procès-verbaux des réunions, et de leur transmission à toutes les parties présentes aux réunions.
- .4 Avoir un membre responsable de l'entreprise présent à toutes les réunions du projet.

1.19 ACCEPTATION

- .1 Avant la délivrance du certificat de rendement substantiel, en compagnie du Représentant du Ministère, vérifiez tous les travaux. Corriger toutes les anomalies avant l'inspection finale et l'acceptation.
- .2 Avant d'accepter les travaux, l'entrepreneur doit nettoyer le site et le laisser dans un état acceptable pour le Représentant du Ministère.

1.20 COORDINATION DES TRAVAUX

- .1 Être responsable de la coordination du travail des divers corps de métier, où le travail de ces corps de métier est en interaction les uns avec les autres.
- .2 Organiser des réunions entre les corps de métier dont le travail est en interaction et veiller à ce qu'ils soient pleinement conscients des domaines et de l'étendue de l'interaction requise. Fournir à chaque métier les plans et les spécifications du métier d'interface, au besoin, pour l'aider à planifier et à exécuter son travail respectif.
- .3 Le Canada ne sera pas tenu responsable des coûts supplémentaires engagés en raison de l'absence de coordination. Les différends entre les divers corps de métier parce qu'ils ne sont pas informés des domaines et de l'étendue des travaux d'interface sont la responsabilité exclusive de l'entrepreneur général et doivent être réglés sans frais supplémentaires pour le Canada.

1.21 UTILISATION DU CHANTIER PAR L'ENTREPRENEUR

- .1 L'utilisation du chantier par l'entrepreneur se limite à l'emplacement du remplacement du système d'ancrage flottant, tel qu'indiqué sur les dessins.
- .2 Veuillez coordonner l'utilisation des locaux sous la direction du Représentant Du Ministère.
- .3 L'entrepreneur est responsable d'organiser l'entreposage des matériaux sur le chantier ou à l'extérieur, et tout matériel entreposé sur le chantier qui nuit aux activités quotidiennes sur le site ou à proximité du site sera déplacé rapidement aux frais de l'entrepreneur, à la demande du Représentant du Ministère.

- 1 .4 Faites attention à ne pas obstruer ou endommager la propriété publique ou privée dans le secteur.
- .5 L'entrepreneur doit noter que l'activité de pêche dans le port comprend les bateaux de pêche, les amarres, etc. L'entrepreneur doit noter que les bateaux de pêche, etc. doivent pouvoir accoster dans le port pendant les opérations de construction, de sorte que l'entrepreneur doit coopérer avec les bateaux et les activités dans le port. Aucune indemnité ne sera versée à l'entrepreneur pour la perte de temps ou toute autre perte découlant des activités dans chaque port.

1.22 INTERPRÉTATION DES DOCUMENTS

- .1 En complément du GC1.1 des Conditions Générales, les sections de la Division 01 du cahier des charges ont préséance sur les spécifications techniques dans les autres divisions du cahier des charges.

1.23 RESTRICTIONS DU POIDS DU RESSORT ROUTIER

- .1 Se conformer aux règlements provinciaux concernant les restrictions de poids au printemps sur la route provinciale.

1.24 DÉBUT DES TRAVAUX

- .1 La mobilisation sur le chantier pour le projet doit commencer immédiatement après l'acceptation de la soumission et la présentation du plan de sécurité spécifique au projet, à moins que le Représentant du Ministère décide autrement.
- .2 Les travaux du projet sur le chantier doivent commencer dès que possible, avec un effectif continu raisonnable, à moins que le Représentant du Ministère décide autrement.
- .3 Les conditions météorologiques, la courte saison de construction, les difficultés de livraison et l'emplacement du chantier peuvent nécessiter des journées de travail plus longues et une main-d'œuvre supplémentaire pour terminer le projet dans les délais prescrits.
- .4 Veillez faire tous les efforts possibles pour s'assurer que suffisamment de matériel et d'équipement est livré sur le site le plus tôt possible après l'acceptation de la soumission et réapprovisionné au besoin.

1.25 PROTECTION DES SERVICES

- .1 Avant de commencer les travaux, déterminer l'emplacement et l'étendue des secteurs de service dans la zone de travail et informer le Représentant du Ministère des constatations.
- .2 Pour tout arrêt ou toute fermeture d'un service actif ou d'une installation, veuillez présenter le calendrier au Représentant du Ministère et obtenir son approbation. Respecter le calendrier approuvé et aviser les parties concernées.
- .3 Fournir des services temporaires lorsque le Représentant du Ministère demande

1 de maintenir les systèmes essentiels des installations.

- .4 En cas de services inconnus, aviser immédiatement le Représentant du Ministère et confirmer les constatations par écrit.
- .5 L'entrepreneur doit immédiatement rétablir tous les services existants qui ont été interrompus en raison de ses activités de construction, sans frais supplémentaires en vertu de ce contrat.

1.26 AUTORITÉS PORTUAIRES

- .1 L'entrepreneur doit communiquer avec les administrations Portuaires de Dipper, de Boynes et de Blacks avant le début des travaux. Les coordonnées seront fournies à la réunion de démarrage.

1.27 OCCUPATION DES LIEUX PAR LE MAÎTRE DE L'OUVRAGE

- .1 Le Maître de l'ouvrage occupera les lieux pendant toute la durée des travaux de construction et poursuivra ses activités normales durant cette période.
- .2 Collaborer avec le Maître de l'ouvrage à l'établissement du calendrier des travaux, de manière à réduire les conflits et à faciliter l'utilisation des lieux par ce dernier.

1.28 SERVICES D'UTILITÉS EXISTANTS

- .1 Avant d'interrompre des services d'utilités, en informer le Représentant du Ministère, et obtenir les autorisations nécessaires.
- .2 S'il faut exécuter des piquages sur les canalisations d'utilités existantes ou des raccordements à ces canalisations, donner au Représentant du Ministère un avis préalable de 48 heures avant le moment prévu d'interruption des services électriques ou mécaniques correspondants. Veiller à ce que la durée des interruptions soit aussi courte que possible. Exécuter les travaux aux heures fixées par les autorités locales compétentes, en gênant le moins possible les activités des locataires.
- .3 Avant le début des travaux, définir l'étendue et l'emplacement des canalisations d'utilités qui se trouvent dans la zone des travaux et en informer le Représentant du Ministère.
- .4 Lorsque des canalisations d'utilités non répertoriées sont découvertes, en informer immédiatement le Représentant du Ministère et les consigner par écrit.
- .5 Protéger, déplacer ou maintenir en service les canalisations d'utilités qui sont fonctionnelles. Si des canalisations non fonctionnelles sont découvertes durant les travaux, les obturer d'une manière autorisée par les autorités compétentes.
- .6 Consigner l'emplacement des canalisations d'utilités qui sont maintenues, déplacées ou abandonnées.

1.29 DOCUMENTS REQUIS

- .1 Conserver sur le chantier un exemplaire de chacun des documents suivants :
 - .1 Dessins contractuels.
 - .2 Devis.
 - .3 Addenda.
 - .4 Dessins d'atelier revus.
 - .5 Liste des dessins d'atelier non revus.
 - .6 Ordres de modification.
 - .7 Autres modifications apportées au contrat.
 - .8 Rapports des essais effectués sur place.
 - .9 Exemplaire du calendrier d'exécution approuvé.
 - .10 Plan de santé et de sécurité et autres documents relatifs à la sécurité.
 - .11 Autres documents indiqués.

1.30 MILIEU FUMEUR DE L'INSTALLATION

- .1 Se conformer aux restrictions sur le tabagisme.

2 PRODUITS**2.01 SANS OBJET**

- .1 Sans objet.

3 EXÉCUTION**3.01 SANS OBJET**

- .1 Sans objet.

FIN DE SECTION

1 GÉNÉRALITÉS

1.01 GÉNÉRAL

- .1 Les prix des articles de soumission sont une compensation complète pour les travaux nécessaires à l'achèvement de chaque élément du contrat, dans le formulaire d'appel d'offres. Les prix proposés sont complets et distincts des autres éléments de soumission ou des éléments connexes.
- .2 En cas de conflit entre les instructions de mesure et de paiement continues dans la section 01 22 00, et une autre section du cahier de charge, les exigences de la section 01 22 00 s'appliquent.
- .3 Aucun paiement distinct ne sera effectué pour:
 - .1 Travaux non autorisés au-delà des limites indiquées.
 - .2 Inspection technique sur le terrain et l'aménagement des travaux.
 - .3 Contrôle de l'érosion et des sédiments.
 - .4 Gestion de l'eau.
 - .5 Lutte contre la poussière.
 - .6 Installation temporaires.
 - .7 Barrières et enceintes temporaires.
 - .8 Échelle de poids étalonnée.
 - .9 Déneigement et déglacage pour un accès quotidien, au besoin.

1.02 DESCRIPTION DU TRAVAIL

- .1 Le prix propose pour les travaux comprend tous les éléments énumérés dans le cahier des charges. Le prix comprend toute la main-d'œuvre, les matériaux et l'équipement nécessaires à la fourniture et à l'installation complète des travaux.
- .2 Mobilisation/démobilisation, y compris tout l'équipement, les installations temporaires, la sécurité, l'entretien, le déneigement et le nettoyage des routes d'accès au site et au public (au besoin), l'obtention de tous les permis réglementaires, assurances et cautionnement nécessaires; établir un protocole en matière de santé et de sécurité, et construire, entretenir et déclasser toutes les routes d'accès temporaires nécessaires.
- .3 Toutes les activités de démolition, d'élimination des matières (dangereuses et non dangereuses), de débranchement/re-branchement du service, d'excavation du site, de construction, de réparation et d'amélioration ainsi que de restauration et d'aménagement paysager du site, conformément aux spécifications.

2 MESURE DE PRODUIT

2.01 GÉNÉRAL

- .1 Cette section décrit en détail la méthode de mesure à utiliser aux fins du paiement. Les articles accessoires inclus dans les diverses sections dans ce devis doivent être prises en compte dans la détermination de chaque élément de paie.

2.02 MESURE DE PAIEMENT

- .1 Les mesures de paiement seront celles précisées dans les sections suivantes:

Section 02 41 16:

- .1 La présente section précise les exigences relatives à la démolition et à l'enlèvement en tout ou en partie de divers articles désignés pour être enlevés ou partiellement enlevés, ainsi que de divers autres articles nécessaires à l'exécution du présent contrat.
- .2 La démolition et l'enlèvement pour les opérations de construction comprendra sans toutefois s'y limiter, les éléments suivants :
- .1 Mobilisation et démobilitation de tout l'équipement nécessaire pour faire progresser les travaux pendant la durée du présent contrat pour les trois emplacements.
- .2 Présentation d'un plan d'atténuation environnementale et sa mise en œuvre. Une soumission pour les trois emplacements.
- .3 Présentation d'un plan de santé et de sécurité, y compris la protection contre la COVID-19 et sa mise en œuvre. Une soumission pour les trois emplacements. Protection et sa mise en œuvre.
- .4 Accédez aux zones de construction.
- .5 Débranchement des quais flottants existants, du système d'ancrage en pieux en H a Boynes Cove.
- .6 Faire le débranchement de l'électricité existante qui se trouve sur les quais flottants et sur les passerelles à Boynes Cove, pour permettre de faire le débranchement, l'enlèvement et l'élimination des quais flottants en bois existants.
- .1 Une fois que les nouveaux quais flottants sont installés, et sécurisés, faire la reconnexion de l'électricité sur les nouveaux quais flottants à Boynes.
- .7 Faire le débranchement temporaire et l'enlèvement des passerelles en aluminium existantes à Boynes Cove, pour permettre le retrait et l'élimination des quais flottants existants, en bois et ensuite faire l'installation des nouveaux quais flottants. Réinstaller les passerelles en aluminium existantes a Boynes Cove, une fois que les nouveaux quais flottants en bois sont complètement installés, comme indiqué sur les dessins.
- .8 L'Entrepreneur doit bloquer les entrées d'accès aux quais flottants à Boynes, avant d'enlever les passerelles en aluminium, pour des raisons de sécurité, puis enlever les blocages une fois les passerelles sont réinstallées.
- .1 Ceci doit être inclus dans la soumission de la partie santé et sécurité du présent contrat.
- .3 Le retrait de tous les autres éléments requis pour faire l'avancement des travaux.
- .4 Tous les articles énumérés dans cette section seront payés également parmi les trois postes de mobilisation et de démobilitation énumérés dans le tableau des prix unitaires.

Section 05 50 00:

- .1 Aucun paiement distinct ne sera versé pour les crampons, les boulons d'ancrage, les boulons de machine, les tirefonds, les écrous et les rondelles, les inserts, les cales, les échelons d'échelles, les anneaux d'amarrage, les angles, les canaux, les plaques, tout autre métal nécessaire à l'exécution des travaux. Tous ces éléments de métaux seront inclus dans le prix unitaire en vertu de la section 06 08 99.
- .2 La fourniture de raccords entre les quais flottants, des plaques de recouvrement, du système de défenses en pneus, d'échelles, de chaînes de sécurité et de tous les éléments métalliques associés à l'installation complètes des quais flottants seront inclus dans la soumission du prix unitaire en vertu de la section 06 08 99.
- .3 La fourniture et la livraison d'une passerelle en aluminium à Dipper Harbour et à Black's Harbour, tel qu'indiqué sur les dessins, sera payée par l'unité.
- .4 La fourniture et l'installation de nouveaux colliers à Boynes Cove, et la fourniture et la livraison pour les quais flottants à Dipper Harbour et Blacks Harbour seront payées avec le prix unitaire prévu à la section 06 08 99.
- .5 Toute autre quincaillerie et tous autres articles nécessaires qu'est indiqués sur les dessins pour compléter les quais flottants et les raccordements et leur connexions seront payés selon le prix unitaire prévu en vertu de la section 06 08 99.
- .6 Le paiement pour la fourniture et l'installation de plaques de recouvrement à carreaux sera inclus dans le prix de soumission unitaire en vertu de la section 06 08 99.

Section 06 08 99 :

- .1 La fourniture et la livraison des quais flottants en bois, tel qu'indiqué sur les dessins, seront payées par l'unité, y compris le traitement sous pression marine, les conteneurs flottants remplis de mousse, les conteneurs flottants vides, les plaques de recouvrement à carreaux, les connexions entre les quais flottants, matras en néoprène, boulons de carrosserie, écrous, rondelles, raccords de chaîne de sécurité, crampons, jougs/colliers, système de défense des pneus, etc., comme indiqué sur les dessins.

Section 35 51 24 :

- .1 Le paiement pour l'installation des quais flottant sera effectué au moyen d'un montant forfaitaire, tel qu'indiqué dans le tableau des prix unitaires des offres. Cela comprendra l'ameublement, tout l'équipement nécessaire à l'installation complète des quais flottants à Boynes Cove aux emplacements indiqués sur les dessins.

3 EXÉCUTION

3.01 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

TPSGC	MESURE ET PAIEMENT	SECTION 01 22 00
QUAIS FLOTTANTS		PAGE 4
MULTIPLES EMPLACEMENTS		
RÉGION DU SUD-OUEST DU N.-B.		
COMTÉS DE CHARLOTTE ET DE SAINT-JEAN		
NUMÉROS DE PROJETS: R.118536.001, R.119160.001, R.120059.001		

FIN DE LA SECTION

1 GÉNÉRALITÉS

1.01 DEMANDES DE PAIEMENT PROGRESSIF

- .1 Présenter une demande de paiement après la confirmation que les travaux indiqués ont été vérifiés et approuvés par le Représentant du Ministère
- .2 La date des demandes de paiement doit être du dernier jour de la période de paiement mensuelle convenue et s'assurer que le montant demandé est à la valeur, proportionnelle au montant du contrat, des travaux exécutés et des produits livrés au lieu de travail à cette date.

1.02 PAIEMENT PROGRESSIF

- .3 Au plus tard, dix (10) jours après la réception d'une demande de paiement, le Représentant du Ministère remettra au Maître de l'ouvrage un certificat de paiement établi au montant demandé ou à tout autre montant que Représentant du Ministère considère comme dû. Lorsque le Représentant du Ministère modifie la demande, il/elle doit notifier le Maître de l'ouvrage par écrit en précisant les motifs de la modification.

1.03 ACHÈVEMENT SUBSTANTIEL DES TRAVAUX

- .1 Lorsque les travaux sont substantiellement achevés, ou si une législation sur les privilèges qui s'applique à l'emplacement des travaux le permet, une partie des travaux que le Maître de l'ouvrage consent à accepter séparément est substantiellement achevée, préparer et soumettre au Représentant du Ministère, une liste complète des éléments qui doivent être achevés ou corrigés, et demander au Représentant du Ministère, d'effectuer une visite des travaux afin d'établir l'achèvement substantiel des travaux ou l'achèvement substantiel de la partie désignée des travaux. L'omission d'un article sur la liste ne modifie pas l'obligation de l'Entrepreneur d'exécuter la totalité du contrat.
- .2 Au plus tard dix (10) jours après la réception de la liste et de la demande, le Représentant du Ministère fera une visite des travaux pour vérifier la justesse de la demande et, au plus tard sept (7) jours après la visite, il fera connaître à l'Entrepreneur sa décision quant à l'achèvement substantiel des travaux ou de la partie désignée des travaux.
- .3 Le Représentant du Ministère émettra un certificat indiquant la date d'achèvement substantiel des travaux ou de la partie désignée des travaux.
- .4 Immédiatement après l'émission du certificat d'achèvement substantiel des travaux, fixer, en consultation avec le Représentant du Ministère, une date raisonnable pour l'achèvement définitif des travaux.

1.04 PAIEMENT DE LA RETENUE À L'ACHÈVEMENT SUBSTANTIEL DES TRAVAUX

- .1 Après l'émission du certificat d'achèvement substantiel des travaux, procéder

comme suit.:

- .1 Soumettre une demande de paiement de la retenue.
 - .2 Produire une déclaration sous serment affirmant que, sauf pour ce qui est des montants dûment retenus ou des montants précis qui ont fait l'objet d'un différend, ont été complètement payés tous les comptes touchant la main-d'œuvre, la sous-traitance, les produits, la machinerie et le matériel de construction, ainsi que toute autre dette contractée pour réaliser l'achèvement substantiel des travaux, et dont le Maître de l'ouvrage pourrait être tenu responsable.
- .2 Après réception de la demande de paiement et de la déclaration sous serment, le Représentant du Ministère émettra un certificat de paiement de retenue.

1.05 PAIEMENT FINAL

- .1 L'Entrepreneur doit soumettre une demande de paiement final lorsqu'il estime que les travaux sont terminés.
- .2 Si le Représentant du Ministère estime que la demande de paiement final de l'Entrepreneur est justifiée, il émettra un certificat de paiement final.

2 PRODUITS

2.01 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

3 EXÉCUTION

3.01 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

FIN DE SECTION

1 GÉNÉRALITÉS

1.01 MODALITÉS ADMINISTRATIVES

L'entrepreneur est responsable de :

- .1 Prévoir la tenue de réunions de projet tout au long du déroulement des travaux, à la demande du Représentant du Ministère, et assurer la gestion de celles-ci.
- .2 Préparer l'ordre du jour des réunions. Inclure les points suivants à l'ordre du jour :
 - .1 Examen, approbation du procès-verbal précédent.
 - .2 Examen de l'état d'avancement des travaux depuis la réunion précédente.
 - .3 Observations sur le terrain, problèmes, conflits.
 - .4 Problèmes qui entravent la construction.
 - .5 Mesures et procédures correctives pour rétablir le calendrier prévu.
 - .6 Révision du calendrier de construction.
 - .7 Calendrier d'avancement, pendant la période de travail suivante.
 - .8 Examiner les calendriers de soumission : accélérer au besoin.
 - .9 Examiner les modifications proposées pour les appliquer au calendrier de construction et à la date d'achèvement.
 - .10 Tous les quasi-accidents, problèmes de santé et de sécurité, comment ils ont été traités.
 - .11 Toute préoccupation pour la protection de l'environnement. Faut-il modifier quelque article sur le chantier?
- .3 Aviser par écrit le Représentant du Ministère de la tenue d'une réunion quatre (4) jours avant la date prévue.
- .4 Prévoir un local ou autre espace pour la tenue des réunions et prendre les arrangements nécessaires.
- .5 Présider les réunions de projet.
- .6 Rédiger le procès-verbal des réunions. Y indiquer toutes les questions et les décisions importantes. Préciser les actions entreprises par les différentes parties.
- .7 Faire des copies du procès-verbal et les distribuer aux participants et aux parties concernées absentes de la réunion, au Représentant du Ministère dans les trois (3) jours suivant la tenue de la réunion.
- .8 Les représentants de l'Entrepreneur, des sous-traitants et des fournisseurs qui assistent aux réunions de projet sont habilités et autorisés à intervenir au nom des parties qu'ils représentent.

1.02 RÉUNION PRÉALABLE AUX TRAVAUX

- .1 Dans les 15 jours suivant l'attribution du contrat, le Représentant du Ministère organisera une réunion de démarrage avec l'entrepreneur et les responsables des

ports pour petits bateaux. Le Représentant du Ministère prendra des notes pour cette réunion seulement. Tous les autres procès-verbaux des réunions de construction seront consignés par l'entrepreneur et distribués à toutes les parties dans les 48 heures suivant chaque réunion.

- .2 Doivent être présents à toutes les réunions : le Représentant du Ministère, le Consultant ou leurs représentants principaux, l'Entrepreneur, les sous-traitants principaux, les inspecteurs de chantier et les surveillants.
- .3 Des réunions bimensuelles seront établies par le Représentant du Ministère au début du contrat et seront respectées par toutes les parties. Le lieu des réunions sera déterminé par le Représentant du Ministère.
- .4 Avant la signature de la convention, incorporer à celle-ci les modifications aux Documents Contractuels sur lesquelles les parties se sont entendues.
- .5 Points devant figurer à l'ordre du jour :
 - .1 Désignation des représentants officiels des participants aux travaux.
 - .2 Calendrier des travaux : - Calendrier des travaux de construction - Méthode du chemin critique (CPM) ou - Calendrier des travaux de construction - Diagramme à barres (GANTT).
 - .3 Calendrier de soumission des dessins d'atelier, des échantillons de produits, selon la section 01 33 00 - Documents et échantillons à soumettre.
 - .4 Exigences concernant les installations temporaires, la signalisation de chantier, les bureaux, les remises, les services d'utilités et les clôtures, selon la section 01 52 00 - Installations de chantier.
 - .5 Sécurité du site conformément à la section 01 56 00 - Ouvrages d'accès et de protection temporaires.
 - .6 Modifications proposées, ordres de modification, procédures, approbations requises, pourcentages de marge permis, prolongations de délais, heures supplémentaires et autres modalités administratives.
 - .7 Produits fournis par le Maître de l'ouvrage.
 - .8 Dessins à verser au dossier du projet, selon la section 01 33 00 - Documents et échantillons à soumettre.
 - .9 Procédures de remise et de réception des travaux, et garanties, selon la section 01 78 00 - Documents et éléments à remettre à l'achèvement de travaux.
 - .10 Demandes d'acomptes mensuels, procédures administratives, photos, retenues.
 - .11 Désignation des organismes et des firmes d'inspection et d'essai.
 - .12 Assurances, relevés des polices.

2 PRODUITS

2.01 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

TPSGC	RÉUNIONS DE PROJET	SECTION 01 31 19
QUAIS FLOTTANTS		PAGE 3
MULTIPLES EMPLACEMENTS		
RÉGION DU SUD-OUEST DU N.-B.		
COMTÉS DE CHARLOTTE ET DE SAINT-JEAN		
NUMÉROS DE PROJETS: R.118536.001, R.119160.001, R.120059.001		

3 EXÉCUTION

3.01 SANS OBJET

.1 Sans objet.

FIN DE SECTION

1 GÉNÉRALITÉS

1.01 MODALITÉS ADMINISTRATIVES

- .1 Dans les plus brefs délais et selon un ordre prédéterminé afin de pas retarder l'exécution des travaux, soumettre les documents et les échantillons requis au Représentant du Ministère, aux fins d'examen. Un retard à cet égard ne saurait constituer une raison suffisante pour obtenir une prolongation du délai d'exécution des travaux et aucune demande en ce sens ne sera acceptée.
- .2 Ne pas entreprendre de travaux pour lesquels on exige le dépôt de documents et d'échantillons avant que l'examen de l'ensemble des pièces soumises soit complètement terminé.
- .3 Indiquer l'emplacement et l'adresse des carrières proposées pour l'analyse des matériaux.
- .4 Soumettre le plan de protection pour l'environnement, y compris l'emplacement de la route d'accès et le matériel qui sera utilisé pour l'examen conformément à la section 01 35 44 Exigences en matière d'atténuation environnementale.
- .5 Soumettre le fournisseur de béton proposé, la méthode d'acier de renforcement et de placement, la couche d'acier de pile de tuyaux d'acier, les données sur le produit, le nom de la carrière proposée, tous sous-contractant, le plan de mitigation pour la protection de l'environnement, le plan de santé et sécurité spécifique à ce contrat, etc.
- .6 Les caractéristiques indiquées sur les dessins d'atelier, les fiches techniques et les échantillons de produits et d'ouvrages doivent être exprimées en unités métriques (SI).
- .7 Lorsque les éléments ne sont pas produits ou fabriqués en unités métriques (SM) ou encore que les caractéristiques ne soient pas données en unités métriques (SM), des valeurs converties peuvent être acceptées.
- .8 Examiner les documents et les échantillons avant de les remettre au Représentant du Ministère. Par cette vérification préalable, l'Entrepreneur confirme que les exigences applicables aux travaux ont été ou seront déterminées et vérifiées, et que chacun des documents et des échantillons soumis a été examiné et trouvé conforme aux exigences des travaux et des Documents Contractuels. Les documents et les échantillons qui ne seront pas estampillés, signés, datés et identifiés en rapport avec le projet particulier seront retournés sans être examinés et seront considérés comme rejetés.
- .9 Aviser par écrit le Représentant du Ministère, au moment du dépôt des documents et des échantillons, des écarts que ceux-ci présentent par rapport aux exigences des Documents Contractuels, et en exposer les motifs.
- .10 S'assurer de l'exactitude des mesures prises sur place par rapport aux ouvrages adjacents touchés par les travaux.

- .11 Le fait que les documents et les échantillons soumis soient examinés par le Représentant du Ministère ne dégage en rien l'Entrepreneur de sa responsabilité de transmettre des pièces complètes et exactes.
- .12 Le fait que les documents et les échantillons soumis soient examinés par le Représentant du Ministère ne dégage en rien l'Entrepreneur de sa responsabilité de transmettre des pièces conformes aux exigences des Documents Contractuels.
- .13 Conserver sur le chantier un exemplaire vérifié de chaque document soumis.

1.02 DESSINS D'ATELIER ET FICHES TECHNIQUES

- .1 L'expression « dessins d'atelier » désigne les dessins, schémas, illustrations, tableaux, graphiques de rendement ou de performance, dépliants et autre documentation que doit fournir l'Entrepreneur pour montrer en détail une partie de l'ouvrage visé.
- .2 Les dessins doivent porter le sceau et la signature d'un ingénieur compétent reconnu ou détenant une licence lui permettant d'exercer dans la province du Nouveau Brunswick, Canada.
- .3 Les dessins d'atelier doivent indiquer les matériaux à utiliser ainsi que les méthodes de construction, de fixation ou d'ancrage à employer, et ils doivent contenir les schémas de montage, les détails des raccordements, les notes explicatives pertinentes et tout autre renseignement nécessaire à l'exécution des travaux. Lorsque des ouvrages ou des éléments sont reliés ou raccordés à d'autres ouvrages ou à d'autres éléments, indiquer sur les dessins qu'il y eu coordination des prescriptions, quelle que soit la section aux termes de laquelle les ouvrages ou les éléments adjacents seront fournis et installés. Faire des renvois au devis et aux dessins d'avant-projet.
- .4 Laisser dix jours au Représentant du Ministère pour examiner chaque lot de documents soumis.
- .5 Les modifications apportées aux dessins d'atelier par le Représentant du Ministère ne sont pas censées faire varier le prix contractuel. Si c'est le cas, cependant, en aviser le Représentant du Ministère par écrit avant d'entreprendre les travaux.
- .6 Apporter aux dessins d'atelier les changements qui sont demandés par le Représentant du Ministère en conformité avec les exigences des Documents Contractuels. Au moment de soumettre les dessins de nouveau, aviser le Représentant du Ministère par écrit des modifications qui ont été apportées en sus de celles exigées.
- .7 Les documents soumis doivent être accompagnés d'une lettre d'envoi contenant les renseignements suivants :
 - .1 la date;
 - .2 la désignation et le numéro du projet;
 - .3 le nom et l'adresse de l'Entrepreneur;
 - .4 la désignation de chaque dessin, fiche technique et échantillon ainsi que le nombre soumis;
 - .5 toute autre donnée pertinente.
- .8 Les documents soumis doivent porter ou indiquer ce qui suit :

- .1 la date de préparation et les dates de révision;
- .2 la désignation et le numéro du projet;
- .3 le nom et l'adresse des personnes suivantes :
 - .1 le sous-traitant;
 - .2 le fournisseur;
 - .3 le fabricant;
- .4 l'estampille de l'Entrepreneur, signée par le représentant autorisé de ce dernier, certifiant que les documents soumis sont approuvés, que les mesures prises sur place ont été vérifiées et que l'ensemble est conforme aux exigences des Documents Contractuels;
- .5 les détails pertinents visant les portions de travaux concernées :
 - .1 les matériaux et les détails de fabrication;
 - .2 la disposition ou la configuration, avec les dimensions, y compris celles prises sur place, ainsi que les jeux et les dégagements;
 - .3 les détails concernant le montage ou le réglage;
 - .4 les caractéristiques telles que la puissance, le débit ou la contenance;
 - .5 les caractéristiques de performance;
 - .6 les normes de référence;
 - .7 la masse opérationnelle;
 - .8 les schémas de câblage;
 - .9 les schémas unifilaires et les schémas de principe;
 - .10 les liens avec les ouvrages adjacents.
- .9 Distribuer des exemplaires des dessins d'atelier et des fiches techniques une fois que le Représentant du Ministère en a terminé la vérification.
- .10 Soumettre une (1) copie électronique des dessins d'atelier prescrits dans les sections techniques du devis et selon les exigences raisonnables du Représentant du Ministère.
- .11 Si aucun dessin d'atelier n'est exigé en raison de l'utilisation d'un produit de fabrication standard, soumettre une copie électronique des fiches techniques ou de la documentation du fabricant prescrites dans les sections techniques du devis et exigées par le Représentant du Ministère.
- .12 Compléter l'information standard pour fournir des détails applicables au projet.
- .13 Si, après examen par le Représentant du Ministère, aucune erreur ou omission n'est découverte ou si seulement des corrections mineures sont apportées, deux copies seront retournées et la fabrication et l'installation des travaux pourront se poursuivre. Si les dessins d'atelier sont rejetés, une copie sera retournée et une nouvelle présentation des dessins d'atelier corrigés, selon la même procédure indiquée ci-dessus, doit être effectuée avant la fabrication et l'installation des travaux.
- .14 L'examen des dessins d'atelier par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) vise uniquement à vérifier la conformité avec le concept général.
 - .1 Cet examen ne signifie pas que TPSGC approuve la conception détaillée inhérente aux dessins d'atelier, dont la responsabilité incombe à l'entrepreneur qui les soumet, et cet examen ne dégage pas l'entrepreneur de la responsabilité pour les erreurs ou omissions dans les dessins d'atelier ou de la responsabilité de satisfaire aux exigences des documents de

- construction et des documents contractuels.
- .2 Sans restreindre la généralité de ce qui précède, l'Entrepreneur est responsable de la confirmation et de la corrélation des dimensions sur le chantier, pour les informations concernant uniquement les procédés de fabrication ou les techniques de construction et d'installation et pour la coordination des travaux des sous-métiers.

2 PRODUITS

2.01 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

3 EXÉCUTION

3.01 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

FIN DE SECTION

1 GÉNÉRALITÉS

1.01 NORME DE RÉFÉRENCES

- .1 Ministère des Transports du Nouveau-Brunswick.
 - .1 Manuel de contrôle de la circulation dans l'aire de travail - 09, ou dernière édition si elle s'applique.

1.02 PROTECTION DE LA CIRCULATION PUBLIQUE

- .1 Se conformer aux exigences des lois, règlements et règlements administratifs en vigueur pour la réglementation de la circulation ou de l'utilisation des routes sur lesquelles il est nécessaire d'effectuer des travaux ou de transporter des matériaux ou de l'équipement.
- .2 Lorsque vous travaillez sur l'étendue transversale :
 - .1 Placer l'équipement en position pour réduire au minimum les interférences et les risques pour le public voyageur.
 - .2 Garder les unités d'équipement aussi près les unes des autres que les conditions de travail le permettent et, de préférence, du même côté de la route parcourue.
 - .3 Ne laissez pas l'équipement sur le trajet de la nuit.
- .3 Fermer les voies de circulation seulement après avoir reçu l'approbation écrite du Représentant du Ministère.
 - .1 Avant de réacheminer la circulation, ériger des panneaux et des dispositifs appropriés au manuel de contrôle de la circulation de l'aire de travail.
- .4 Garder le chemin parcouru nivelé, exempt de trous de marmite et d'une largeur suffisante pour le nombre requis de voies de circulation.
- .5 Assurer et maintenir l'accès routier et la sortie de la propriété le long des travaux prévus au contrat et dans d'autres secteurs, tel qu'indiqué, sauf lorsqu'il existe d'autres moyens d'accès routier qui satisfont à l'approbation du Représentant du Ministère.

1.03 DISPOSITIFS D'INFORMATION ET D'AVERTISSEMENT

- .1 Fournir et entretenir des panneaux, des voyants lumineux clignotants et d'autres dispositifs nécessaires pour indiquer les activités de construction ou d'autres conditions temporaires et inhabituelles découlant des travaux du projet qui nécessitent l'intervention des usagers de la route.
- .2 Fournir et ériger des panneaux, des dispositifs de signalisation, des barricades et divers dispositifs d'avertissement dans le manuel de contrôle de la circulation de l'aire de travail.
- .3 Placer des panneaux et autres dispositifs aux endroits recommandés dans le manuel de contrôle de la circulation de l'aire de travail.

- .4 Rencontrer le Représentant du Ministère avant le début des travaux afin de préparer la liste des panneaux et autres dispositifs requis pour le projet. Si la situation sur le site change, réviser la liste à l'approbation du Représentant du Ministère.
- .5 Entretien continuellement les dispositifs de contrôle de la circulation utilisés:
 - .1 Vérifier quotidiennement la lisibilité, les dommages, la convenance et l'emplacement des panneaux. Nettoyer, réparer ou remplacer pour assurer la clarté et la réflectance.
 - .2 Enlever ou recouvrir les panneaux qui ne s'appliquent pas aux conditions qui existent de jour en jour.

1.04 CONTRÔLE DE LA CIRCULATION PUBLIQUE

- .1 Fournir du personnel de signalisation compétent, formé conformément au manuel de contrôle de la circulation de l'aire de travail et bien équipé pour les situations suivantes :
 - .1 Lorsque la circulation publique est nécessaire pour dépasser des véhicules ou des équipements en service qui bloquent tout ou partie de la route parcourue.
 - .2 Lorsqu'il est nécessaire d'instaurer un système de circulation à sens unique dans une zone de construction ou un autre blocage où le trafic est important, les vitesses d'approche sont élevées et le système de signalisation routière n'est pas utilisé.
 - .3 Lorsque des travailleurs ou de l'équipement sont utilisés sur le chemin parcouru au-dessus de l'avant des collines, autour des courbes aiguës ou à d'autres endroits où la circulation en sens inverse n'aurait pas autrement un avertissement suffisant.
 - .4 Lorsque la protection temporaire est requise pendant que d'autres dispositifs de contrôle de la circulation sont installés ou démontés.
 - .5 Pour la protection d'urgence lorsque d'autres dispositifs de contrôle de la circulation ne sont pas facilement accessibles.
 - .6 Dans les situations où la protection complète des travailleurs, des équipements de travail et de la circulation publique n'est pas assurée par d'autres dispositifs de contrôle de la circulation.
 - .7 À chaque extrémité des sections restreintes où des voitures-pilotes sont requises.
 - .8 Retards dans la circulation publique en raison des activités de l'entrepreneur : 15 minutes maximum.
- .2 Lorsque la route, qui transporte de la circulation dans les deux sens, est limitée à une voie, pendant 24 heures par jour, fournir un système portatif de signalisation routière.
 - .1 Ajuster, au besoin, et entretenir régulièrement le système pendant la période de restriction.
 - .2 S'assurer que le système de signalisation répond aux exigences du manuel de contrôle de la circulation de l'aire de travail.

1.05 EXIGENCES OPÉRATIONNELLES

- .1 Maintenir les conditions existantes pour le trafic maritime et routier tout au long de la période contractuelle, sauf que : lorsque requis pour la construction sous contrat et lorsque des mesures ont été prises conformément aux spécifications

et aux approbations du représentant du Ministère pour protéger et contrôler le trafic maritime et public.

- .2 Maintenir les conditions actuelles pour l'emprise des passages à niveau.
 - .1 Retards dans la circulation publique : maximum de 15 minutes.

2 PRODUITS

2.01 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

3 EXÉCUTION

3.01 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

FIN DE SECTION

1 GÉNÉRALITÉS

1.01 SECTION INCLUE

- .1 Exigences de sécurité incendie.
- .2 Permit de travail chaud.
- .3 Systèmes existants de protection et d'alarme incendie.

1.02 SECTIONS CONNEXES

- .1 Section 01 35 29.06: Exigences de santé et de sécurité.

1.03 RÉFÉRENCES

- .1 Code national de prévention des incendies 2015.
- .2 Code national du bâtiment 2015.
- .3 CAN/CSA-W117.2-F12, "Règles de sécurité en soudage, coupage et procédés connexes."
- .4 Législation applicable en matière de SST.

1.04 DÉFINITIONS

- .1 Travaux à chaud - s'applique aux travaux à chaud impliquant des flammes nues ou produisant de la chaleur ou des étincelles, y compris, sans s'y limiter, la coupe, le soudage, le brasage, le meulage, le collage adhésif, la pulvérisation thermique et les tuyaux de décongélation.

1.05 SOUMISSION

- .1 Soumettre une copie des procédures de travail à chaud et un échantillon de permis de travail à chaud au Représentant du Ministère pour examen, dans les 14 jours civils suivant l'acceptation de la soumission.
- .2 Soumettre conformément à la section 01 33 00.

1.06 EXIGENCES DE SÉCURITÉ INCENDIE

- .1 Mettre en œuvre et suivre les mesures de sécurité incendie lors des travaux. Se conformer à ce qui suit:
 - .1 Code national de prévention des incendies 2015.
 - .2 Code national du bâtiment 2015.
 - .3 Lois et règlements provinciaux en matière de SST.
 - .4 CAN/CSA-W117.2-F12, "Règles de sécurité en soudage, coupage et procédés connexes."
- .2 En cas de conflit entre des dispositions des autorités susmentionnées, la

disposition la plus stricte s'appliquera. En cas de différend quant à la détermination de l'exigence la plus stricte, le Représentant du Ministère indiquera la marche à suivre.

1.07 AUTHORISATION DU TRAVAIL À CHAUD

- .1 Obtenir de la part du Représentant du Ministère une «autorisation de poursuivre» écrite avant de procéder à toute forme de travail à chaud sur le chantier.
- .2 Pour obtenir une autorisation soumettre au Représentant du Ministère:
 - .1 Les procédures de travail à chaud dactylographiées de l'entrepreneur doivent être suivies sur le site tel que spécifié ci-dessous.
 - .2 Description du type et de la fréquence du travail à chaud requis.
 - .3 Exemple de permis de travail à chaud à utiliser.
- .3 Après examen et confirmation que des mesures de sécurité incendie efficaces seront mises en place et suivies pendant l'exécution du travail chaud, le Représentant du Ministère autorisera la procédure suivante:
 - .1 Émettre un "Autorisation à procéder" écrite couvrant la totalité du projet pour la durée du travail ou;
 - .2 Divisez le travail en activités individuelles prédéterminées, chaque activité nécessitant une autorisation écrite distincte pour procéder.
- .4 L'exigence d'une autorisation individuelle sera basée sur:
 - .1 Nature ou phasage du travail;
 - .2 L'exploitation des risques pour les installations;
 - .3 Quantité de métiers différents devant effectuer un travail à chaud sur un projet ou;
 - .4 Autre situation jugée nécessaire par le Représentant du Ministère pour assurer la sécurité incendie dans les locaux.
 - .5 N'effectuez aucun travail à chaud avant d'avoir reçu l'autorisation écrite du Représentant du Ministère pour cette partie des travaux.
 - .6 Dans l'installation occupée par le locataire, coordonner le rendement du travail à chaud avec le gestionnaire des installations par l'entremise du Représentant du Ministère. Sur demande, effectuer des travaux à chaud seulement pendant les heures non opérationnelles de l'installation. Suivre les directives du Représentant du Ministère à cet égard.
 - .7 Les travaux à chaud doivent être effectués uniquement par du personnel formé à l'utilisation sécuritaire de l'équipement conformément à la présente section.

1.08 ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL À CHAUD

- .1 Maintenance
 - .1 L'équipement de travail à chaud doit être maintenu en bon état de fonctionnement.
- .2 Inspection
 - .1 L'équipement de travail à chaud doit être examiné pour déceler les fuites ou les défauts avant chaque utilisation.

- .2 Les fuites ou les défauts décelés dans l'équipement de travail à chaud doivent être réparés avant l'utilisation.
- .3 Matériel non utilisé
 - .1 Toutes les vannes doivent être fermées et les conduites de gaz doivent être purgées lorsque l'équipement de travail à chaud de classe 2 n'est pas utilisé.
 - .2 L'équipement de travail électrique à chaud doit être mis hors tension lorsqu'il n'est pas utilisé.
- .4 Équipement de gaz comprimé
 - .1 La conception et l'installation de l'équipement d'oxygénocarburant doivent être conformes à la norme NFPA 51, «Design and Installation of Oxygen-Fuel Gas Systems for Welding, Cutting, and Allied Processes».
 - .2 Les tuyaux en cuivre non allié ne doivent pas être utilisés pour le gaz acétylène.
 - .3 On ne doit pas utiliser d'huile ou de graisse avec l'équipement pour l'oxygène.
 - .4 Les bouteilles de gaz de classe 2 doivent être conformes à la partie 3.

1.09 PRÉVENTION DES INCENDIES

- .1 Emplacement des opérations
 - .1 Sous réserve du paragraphe (2), les travaux à chaud doivent être effectués dans une zone exempte de matières combustibles et inflammables, avec des murs, des plafonds et des planchers non combustibles ou revêtus de matériaux non combustibles.
 - .2 Lorsqu'il n'est pas possible d'effectuer des travaux à chaud dans un secteur décrit au paragraphe (1),
 - .1 les matériaux combustibles et inflammables se trouvant à une distance de 15 m des travaux à chaud doivent être protégés contre l'inflammation conformément à l'article 4 ci-dessous
 - .2 une sentinelle d'incendie doit être assurée pendant les travaux à chaud et pendant une période d'au moins 60 minutes après leur achèvement.
 - .3 une inspection finale de la zone de travail chaude doit être effectuée 4 h après la fin des travaux.
 - .3 En cas de risque de fuite d'étincelles sur des matériaux combustibles dans les zones adjacentes à la zone où des travaux à chaud sont effectués,
 - .1 les ouvertures dans les murs, les planchers ou les plafonds doivent être couvertes ou fermées pour empêcher le passage d'étincelles dans les zones adjacentes, ou
 - .2 Le paragraphe (2) s'applique aux zones adjacentes.
 - .4 Protection des matières combustibles et inflammables
 - .1 Toute matière, poussière ou résidu combustible et inflammable doit être :
 - .1 enlever de la zone où des travaux à chaud sont effectués, ou
 - .2 protégé contre l'inflammation par l'utilisation de

matériaux non combustibles.

- .2 Les matériaux combustibles ou les surfaces de bâtiment qui ne peuvent être enlevés ou protégés contre l'inflammation, comme l'exige le paragraphe (1), doivent être soigneusement mouillés lorsque des travaux à chaud sont effectués. Tout procédé ou toute activité qui produit des gaz ou des vapeurs inflammables, des poussières combustibles ou des fibres combustibles en quantités suffisantes pour créer un risque d'incendie ou d'explosion doit être interrompu et les conditions dangereuses doivent être éliminées avant tout travail à chaud.

1.10 PROCÉDURES DE TRAVAIL CHAUD

- .1 Élaborer et mettre en œuvre des procédures de sécurité et des pratiques de travail à suivre pendant l'exécution du travail chaud.
- .2 Procédures de travail chaud doit inclure:
 - .1 Exigence de procéder à une évaluation des risques du site et de la zone de travail immédiate au préalable pour chaque événement de travail chaud conformément au plan de sécurité spécifié à la section 01 35 29.06.
 - .2 Utilisation d'un système de permis de travail chaud avec permis délivré individuellement par le surintendant de l'entrepreneur aux travailleurs ou aux sous-traitants autorisant la réalisation de travaux chaud.
 - .3 Permis requis pour chaque événement de travail chaud.
 - .4 Désignation d'une personne sur place en tant que surveillante de la sécurité incendie chargée de mener une surveillance de la sécurité incendie pendant une durée minimale de 60 minutes immédiatement après l'achèvement du travail chaud.
 - .5 Conformité aux codes, normes et normes de sécurité incendie et de sécurité au travail spécifiés.
 - .6 Règles et procédures spécifiques au site en vigueur sur le site fournies par le gestionnaire de l'installation.
- .3 Les procédures génériques, si elles sont utilisées, doivent être modifiées et complétées par des informations pertinentes adaptées aux conditions spécifiques du projet. Document d'étiquette comme étant les procédures de travail chaud pour ce contrat.
- .4 Les procédures établissent clairement les responsabilités de:
 - .1 Travailleur effectuant un travail chaud,
 - .2 Personne délivrant le permis de travail chaud,
 - .3 Observateur de sécurité incendie,
 - .4 Sous-traitant (s) et entrepreneur.
- .5 Informer tous les travailleurs et sous-traitants des procédures de travail chaud et du système de permis. Respecter rigoureusement la conformité.

1.11 PERMIT DE TRAVAIL CHAUD

- .1 Permis de travail chaud doit inclure les éléments suivants:

- .1 Nom du projet et numéro de projet;
 - .2 Nom du bâtiment et pièce ou zone spécifique où le travail chaud sera effectué;
 - .3 Date de publication;
 - .4 Description du type de travail chaud nécessaire;
 - .5 Les précautions particulières à prendre, y compris le type d'extincteur requis;
 - .6 Nom et signature de l'émetteur du permis.
 - .7 Nom du travailleur à qui le permis est délivré.
 - .8 La période de validité du permis ne doit pas dépasser 8 heures. Indiquez l'heure / la date de début et l'heure / la date de fin.
 - .9 Signature du travailleur avec heure et date d'achèvement du travail chaud.
 - .10 60 minutes - minimum de la durée de la surveillance de sécurité.
 - .11 Signature du surveillant de sécurité incendie avec heure / date.
- .2 Permis doit être dactylographié. Les formulaires conformes aux normes industrielles ne seront utilisés que si toutes les données spécifiées ci-dessus sont incluses dans le formulaire.
- .3 Chaque permis de travail chaud doit être rempli dans son intégralité, signé et retourné au surintendant de l'entrepreneur pour qu'il soit gardé en lieu sûr.

1.12 SYSTÈME DE PROTECTION ET D'ALARME INCENDIE

- .1 Les systèmes de protection et d'alarme incendie ne doivent pas être:
 - .1 Obstrué.
 - .2 Fermé, à moins d'avoir été approuvée par le Représentant du Ministère.
 - .3 Inactif à la fin d'une journée de travail ou d'un quart de travail.
- .2 Ne pas utiliser les bouches d'incendie, les bornes-fontaines et les systèmes de tuyaux à des fins autres que la lutte contre les incendies.
- .3 Les coûts engagés par le service d'incendie, le propriétaire de l'installation et les locataires, résultant du déclenchement par erreur de fausses alarmes, seront facturés à l'entrepreneur sous la forme de réductions de paiements et d'avances de retenues sur le contrat.

1.13 DOCUMENTS SUR LE CHANTIER

- .1 Conservez la documentation relative aux permis de travail chaud et à l'évaluation des dangers sur le chantier pendant la durée des travaux.
- .2 Sur demande, mettre à la disposition du Représentant du Ministère ou du Représentant de sécurité autorisé pour inspection.

2 PRODUITS

2.01 SANS OBJET

.1 Sans objet.

3 EXÉCUTION

3.01 SANS OBJET

.1 Sans objet.

FIN DE LA SECTION

1 GÉNÉRALITÉS

1.01 SECTION INCLUE

- .1 Procédures pour isoler et verrouiller les installations électriques et autres équipements des sources d'énergie.

1.02 SECTIONS RELATIVES

- .1 Section 01 35 29.06: Santé et Sécurité.

1.03 RÉFÉRENCES

- .1 CSA C22.1-12, Canadian Electrical Code.
- .2 CAN/CSA-C22.3 No.1-06, Overhead Systems.
- .3 CSA C22.3 No.7-06, Underground Systems.
- .4 COSH: Canada Occupational Health and Safety Regulations made under Part II of the Canada Labor Code.

1.04 DÉFINITIONS

- .1 Installation électrique: tout système, équipement, dispositif, appareil, câblage, conducteur, ensemble ou partie de dispositif, utilisé pour la génération, la transformation, la transmission, la distribution, le stockage, le contrôle, la mesure ou l'utilisation de l'énergie électrique et tension dangereuse pour les personnes.
- .2 Garantie d'isolement: signifie une garantie par une personne compétente ou responsable d'une installation ou d'un équipement particulier l'équipement a été isolée.
- .3 Désactiver: au sens électrique, une pièce d'équipement est isolée et mise à la terre, par ex. si l'équipement n'est pas mis à la terre, il ne peut pas être considéré hors tension (MORT).
- .4 Protégé: signifie qu'un équipement ou une installation est couvert, blindé, clôturé, fermé, inaccessible par endroit ou protégé d'une manière qui, dans la mesure du possible, empêchera ou réduira le danger pour toute personne susceptible de toucher ou de passer près de cet objet.
- .5 Isolé: signifie qu'une installation électrique, un équipement mécanique ou une machine est séparé ou déconnecté de toute source d'énergie électrique, mécanique, hydraulique, pneumatique ou autre pouvant la rendre dangereuse.
- .6 Vivant: une installation électrique produit, contient, stocke ou est connectée électriquement à une source de courant alternatif ou direct de

courant et de tension dangereux ou contient toute énergie hydraulique, pneumatique ou autre capable de rendre l'installation dangereuse pour les personnes.

1.05 EXIGENCES DE CONFORMITÉ

- .1 Respecter les points suivants en ce qui concerne l'isolation et le verrouillage des installations et équipements électriques:
 - .1 Code canadien de l'électricité.
 - .2 Lois et règlements fédéraux et provinciaux sur la santé et la sécurité au travail.
 - .3 La réglementation et le code de pratique applicables à l'équipement mécanique ou à d'autres machines désexcités.
 - .4 Procédures spécifiées ici.
 - .5 CSA Z 460-13 (R2018) Control of Hazardous Energy - Lock out and other methods.
 - .6 CSA Z 462-18 Workplace Electrical Safety.
- .2 En cas de conflit entre les dispositions des autorités susmentionnées, la disposition la plus stricte s'appliquera.

1.06 SOUMISSION

- .1 Soumettre une copie des procédures de verrouillage, des échantillons de permis de verrouillage et des étiquettes de verrouillage proposés pour utilisation conformément à la section 01 33 00. Soumettre dans les 14 jours civils suivant l'acceptation de la soumission.

1.07 ISOLATION DES SERVICES EXISTANTS

- .1 Obtenir l'autorisation écrite du Représentant du Ministère avant de travailler sur des installations et du matériel électriques sous tension ou actifs existants et avant de procéder à l'isolement de cet élément.
- .2 Pour obtenir une autorisation, soumettez au Représentant du Ministère les documents suivants:
 - .1 Une demande écrite d'isolement du service ou de l'installation en question et;
 - .2 Copie des procédures de verrouillage de l'entrepreneur.
- .3 Faire une demande d'isolement pour chaque événement, sauf indication contraire du Représentant du Ministère, comme suit:
 - .1 Remplir le formulaire standard actuellement utilisé à l'installation, fourni par le Représentant du Ministère ou;
 - .2 Si aucun formulaire n'existe, faire une demande écrite indiquant:
 - .1 L'équipement, le système ou le service à isoler et son emplacement;
 - .2 Durée de la période d'isolement (c.-à-d. Heure et date de début et heure et date d'achèvement).

- .3 Tension d'alimentation de service pour le système ou l'équipement isolé.
- .4 Nom de la personne qui fait la demande.
- .4 Ne procédez pas à l'isolement avant d'avoir reçu un avis écrit du Représentant du Ministère accordant la demande d'isolement et l'autorisation de procéder aux travaux.
 - .1 Noter que le Représentant du Ministère peut désigner une autre personne à l'installation autorisée à accorder la demande d'isolement.
- .5 Effectuer un arrêt sûr et ordonné de l'équipement ou de l'installation. Désactiver, isoler et verrouiller l'alimentation et les autres sources d'énergie alimentant l'équipement ou l'installation.
- .6 Déterminer d'avance, dans la mesure du possible, en collaboration avec le Représentant du Ministère, le type et la fréquence des situations qui nécessiteront l'isolement des services existants.
- .7 Planifier la fermeture des services existants en consultation avec le Représentant du Ministère et le gestionnaire des installations. Minimiser l'impact et les temps d'arrêt des opérations de l'installation. Suivez les directives du Représentant du Ministère à cet égard. Fournir une alimentation électrique temporaire à d'autres équipements qui doivent demeurer opérationnels si un arrêt n'est pas possible.
- .8 Effectuer une évaluation des dangers dans le cadre du processus conformément aux exigences de santé et de sécurité spécifiées dans la section 01 35 29.06.
- .9 Lorsque des sections entières de l'installation doivent être mises en lock-out pour effectuer une démolition complète, une distribution électrique temporaire de construction distincte doit être fournie à cette fin.

1.08 VERROUILLAGE

- .1 Désactiver, isoler et verrouiller l'installation électrique, l'équipement mécanique et la machinerie de toutes les sources d'énergie potentielles avant de travailler sur de tels éléments.
- .2 Élaborer et mettre en œuvre des procédures de verrouillage claires et spécifiques à suivre dans le cadre des travaux.
- .3 Préparer des procédures de verrouillage écrites et dactylographiées décrivant les pratiques de travail sécuritaires, les procédures, les responsabilités des travailleurs et la séquence des activités à suivre sur le site par le personnel pour isoler en toute sécurité une pièce d'équipement ou une installation électrique.
- .4 Inclure dans les procédures de verrouillage un système de permis de

verrouillage géré par le surintendant de l'entrepreneur ou par une autre personne qualifiée désignée par lui / elle comme étant «responsable» sur le site.

- .1 Un permis de verrouillage doit être délivré à un travailleur spécifique qui fournit une garantie d'isolement avant chaque événement lorsque des travaux doivent être effectués sur un équipement sous tension ou une installation électrique.
- .2 Les fonctions de la personne qui gère le système de permis comprennent:
 - .1 Délivrance de permis et étiquettes de verrouillage aux travailleurs.
 - .2 Détermination de la durée du permis.
 - .3 Tenir un registre des permis et des étiquettes délivrés.
 - .4 Faire une demande d'isolement au représentant du Ministère lorsque requis, tel que spécifié ci-dessus.
 - .5 Désigner un surveillant de sécurité, s'il en faut un en fonction du type de travail.
 - .6 S'assurer que l'équipement ou l'installation a été correctement isolé.
 - .7 Collecte et conservation des étiquettes de verrouillage retournées par les travailleurs en tant que dossier de l'événement.
- .5 Établissez, décrivez et attribuez clairement les responsabilités de:
 - .1 Ouvriers.
 - .2 Personne gérant le système de permis de verrouillage.
 - .3 Observateur de sécurité.
 - .4 Sous-traitant (s) et entrepreneur général.
- .6 Les procédures génériques, si elles sont utilisées, doivent être modifiées et complétées par des informations pertinentes pour refléter les exigences spécifiques du projet.
 - .1 Incorporer les règles et procédures spécifiques au site en vigueur sur le site, telles que fournies par le gestionnaire des installations par l'intermédiaire du Représentant du Ministère.
 - .2 Étiqueter clairement le document comme étant les procédures de verrouillage applicables aux travaux de ce contrat.
- .7 Utiliser des dispositifs de verrouillage de l'isolement énergétique spécifiquement conçus et appropriés pour le type d'installation ou l'équipement à verrouiller.
- .8 Utilisez les étiquettes de verrouillage standard de l'industrie.
- .9 Fournir une mise à la terre et des protections appropriées au besoin.

1.09 CONFORMITÉ

- .1 Informer tous les travailleurs et sous-traitants des exigences de cette section. Appliquez rigoureusement l'utilisation et la conformité.

1.10 DOCUMENTS SUR LE CHANTIER

- .1 Procédures de verrouillage postérieures sur place dans un lieu commun pour consultation par les travailleurs.
- .2 Conservez des copies des formulaires de demande d'isolement et des permis de verrouillage et des étiquettes délivrés aux travailleurs sur place pendant toute la durée des travaux.
- .3 Sur demande, mettre à la disposition du Représentant du Ministère ou du représentant de la sécurité agréé pour inspection.

2 PRODUITS

2.01 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

3 EXÉCUTION

3.01 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

FIN DE LA SECTION

1 GÉNÉRALITÉS

1.01 NORMES DE RÉFÉRENCE

- .1 RCSST : Règlement Canadien sur la santé et la sécurité au travail, pris en vertu de la partie II du Code Canadien du travail.
- .2 Personne compétente signifie une personne qui:
 - .1 est qualifié en vertu de ses connaissances personnelles, sa formation et son expérience pour exécuter les travaux assignés de manière qui assurera la santé et la sécurité des personnes sur les lieux de travail, et;
 - .2 est bien renseignée au sujet des dispositions des lois et des réglementations sur la santé et la sécurité relatifs à l'ouvrage.
 - .3 est bien renseignée au sujet des risques réels ou potentiels sur la santé et sécurité relatifs à l'ouvrage.
- .3 Blessure nécessitant des soins médicaux : toute blessure mineure pour laquelle un traitement médical a été fourni et dont les coûts ont été couverts par la Commission de la sante, de la sécurité et de l'indemnisation des accidents au travail de la province où la blessure a été subie.
- .4 EPI : équipement de protection individuelle incluant protection contre le COVID-19.
- .5 Chantier : lorsqu'il est utilisé dans la présente section, chantier signifie les aires situées à l'endroit où les travaux ont lieu et qui sont utilisés par l'Entrepreneur pour effectuer toutes les activités reliées à l'exécution de l'ouvrage.

1.02 DOCUMENTS/ ÉCHANTILLONS À SOUMETTRE POUR APPROBATION/ INFORMATION

- .1 Soumettre les documents et les échantillons requis conformément à la section 01 33 00 - Documents/Échantillons à Soumettre.
- .2 Soumettre un plan de santé et de sécurité établie expressément pour le chantier, avant le début des travaux.
 - .1 Soumettre le plan dans les dix (10) jours ouvrables suivant l'avis d'attribution du contrat. Fournir 1 copie électronique.
 - .2 Le Représentant du Ministère examinera le plan de santé et de sécurité pour le chantier et lui remettra ses observations.
 - .3 Au besoin, L'Entrepreneur révisera son plan de santé et sécurité au plus tard cinq (5) jours après la réception des observations par le Représentant du Ministère.
 - .4 L'examen par le Représentant du Ministère du plan de santé et sécurité préparé par l'Entrepreneur pour le chantier ne doit pas être interprété comme un endossement, une approbation ou une garantie implicite quelconque de la part du Canada, de ce plan et ne limite aucunement la responsabilité globale de l'Entrepreneur en matière de santé et sécurité durant les travaux de construction.
 - .5 Soumettre les révisions et les mises à jour apportées au plan pendant la durée des travaux.

- .6 L'entrepreneur doit présenter un plan de santé et de sécurité propre au site avant le début des travaux. L'entrepreneur devra inclure les exigences en matière de santé et de sécurité pour protéger ses travailleurs et le site du projet, y compris les précautions et les mesures d'atténuation liées au risque de contracter ou de propager la maladie du Covid-19. Une source de conseils se trouve dans les protocoles normalisés Covid-19 de l'Association Canadienne de la Construction pour tous les chantiers de construction au Canada.
- .3 Soumettre le nom du représentant désigné pour la santé et de la sécurité sur le chantier et la documentation pertinente prescrit dans le plan de santé et sécurité.
- .4 Soumettre le permis de construire, les certificats de conformité et les autres permis requis.
- .5 Soumettre une copie de la lettre de membre en règle de la Commission de la santé et sécurité au travail de la province ou d'un organisme du Ministère du Travail.
 - .1 Soumettre une mise à jour de la lettre de membre lorsque la date d'expiration survient pendant la durée des travaux.
- .6 Soumettre des exemplaires, des directives ou des rapports préparés par les inspecteur de santé et sécurité au travail des gouvernements fédéraux, provinciaux et territoriaux.
- .7 Soumettre des exemplaires des rapports d'incidents et d'accidents.
- .8 Soumettre les fiches signalétiques (FS) du SIMDUT.

1.03 EXIGENCES EN MATIÈRE DE CONFORMITÉ

- .1 Se conformer à la Loi sur la santé et la sécurité au travail de la province du Nouveau-Brunswick et aux règlements pris en vertu de cette Loi.
- .2 Se conformer à la partie II du Code canadien travail (intitulé Santé et sécurité au travail) et au Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail (RCSST) ainsi qu'à tout autre règlement pris en vertu de cette Loi.
 - .1 Le Code canadien du travail peut être consulté à l'adresse suivante : [www.http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/L-2/](http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/L-2/).
 - .2 Le Règlement Canadien sur la santé et sécurité au travail peut être consulté au: [www.http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/reglements/DORS-86-304/](http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/reglements/DORS-86-304/).
 - .3 Un exemplaire peut être obtenue auprès de : Travaux publics et Services gouvernementaux Canada Ottawa (Ontario) K1A 0S9 Tél. : (819) 956-4800 (1-800-635-7943) Publication No.L31-85/2000 F)
- .3 Observer et faite faire les mesures de sécurité en matière de construction requises par :
 - .1 Le Code National du bâtiment du Canada, partie 8.
 - .2 Les lois sur les ordonnances municipales.
- .4 En cas de conflit entre les prescriptions des autorités ci-dessus, les exigences le plus strictes doivent s'appliquer.
- .5 Maintenir la protection de la commission des accidents du Travail en règle pour

la durée du contrat. Sur demande, soumettre une lettre d'adhésion en règle au Représentant de Ministère.

- .6 Surveillance médicale : là où une loi, un règlement ou un programme de sécurité le prescrit, soumettre, avant de commencer les travaux, la certification de la surveillance médicale du personnel travaillant sur le chantier.

1.04 RESPONSABILITÉ

- .1 Assumer la responsabilité de la santé et de la sécurité des personnes présentes sur le chantier, de même que la protection des biens situés sur le chantier; assumer également, dans les zones contiguës au chantier, la protection des personnes et de l'environnement dans la mesure où ils sont touchés par les travaux.
- .2 Respecter et faire respecter par les employés, les exigences en matière de sécurité énoncées dans les documents contractuels, les ordonnances, les lois et les règlements locaux, territoriaux, provinciaux et fédéraux applicables, ainsi que dans le plan de sécurité et sante préparé par L'Entrepreneur, pour le chantier.

1.05 CONTRÔLE DE L'ACCÈS AU CHANTIER

- .1 Contrôler les travaux et les points d'entrée au chantier. Approuver et accorder l'accès seulement aux travailleurs et aux personnes autorisées. Arrêter et retirer immédiatement les personnes non autorisées.
- .1 Le Représentant du Ministère fournira le nom des personnes autorisées par le représentant du Ministère à pénétrer sur le chantier et veillera à ce que ces personnes autorisées possèdent les connaissances et la formation nécessaires en matière de santé et de sécurité en ce qui concerne : leur raison d'être sur le site, toutefois, l'entrepreneur demeure responsable de la santé et de la sécurité des personnes autorisées sur le chantier.
- .2 Isoler le lieu de travail des autres zones des lieux en utilisant les moyens appropriés.
 - .1 Ériger des clôtures, des palissades, des barricades et un éclairage temporaire au besoin pour délimiter efficacement le lieu de travail, arrêter l'entrée non autorisée et protéger les piétons et la circulation automobile autour et à proximité des travaux et créer un environnement sécuritaire. Voir la section 01 51 00 pour les exigences minimales acceptables.
 - .2 Installer des panneaux aux points d'entrée et à d'autres endroits stratégiques indiquant l'accès restreint et les conditions d'accès.
 - .3 Utiliser des affiches faites par des professionnels avec un message bilingue dans les deux langues officielles ou des symboles graphiques internationaux connus.
- .3 Donner une séance d'orientation sur la sécurité aux personnes qui ont accès au lieu de travail. Informer les personnes des dangers et des règles de sécurité à observer sur place.
- .4 S'assurer que les personnes autorisées à accéder au site portent l'EPI approprié. Fournir l'EPI aux autorités d'inspection qui ont besoin d'y avoir accès pour effectuer des essais ou des inspections.
- .5 Sécuriser le lieu de travail contre l'entrée lorsqu'il est inactif ou inoccupé et protéger les personnes contre les préjudices. Fournir un gardien de sécurité

lorsque la protection adéquate ne peut être assurée par d'autres moyens.

1.06 PROTECTION

- .1 Accorder la priorité à la santé et à la sécurité du public ainsi que du personnel du chantier, et la protection de l'environnement, la priorité sur les questions reliées aux coûts et au calendrier des travaux.
- .2 Si des conditions ou des risques imprévus ou particuliers qui sont un risque pour la sécurité deviennent évidents durant l'exécution des travaux, prendre immédiatement les mesures requises pour remédier la situation et prévenir les dommages et les blessures. Aviser le Représentant du Ministère oralement et par écrit.

1.07 PRODUCTION DE L'AVIS

- .1 Présenter l'avis du projet auprès des autorités provinciales compétentes en matière de santé et de sécurité avant le début des travaux.
 - .1 Le Représentant du Ministère aidera à trouver l'adresse au besoin.

1.08 PERMIS

- .1 Afficher sur le chantier, les permis, les licences et les certificats de conformité sur le chantier, comme spécifié dans la section 01 11 00.
- .2 Lorsqu'un permis ou un certificat de conformité particulier ne peut pas être obtenu à l'étape du travail, aviser le Représentant du Ministère par écrit et obtenir son approbation pour poursuivre avant d'effectuer cette portion des travaux.

1.09 ÉVALUATION DES RISQUES/DANGERS

- .1 Effectuer une évaluation des risques sur la santé et la sécurité propres au chantier relativement à l'ouvrage et à ses emplacements.
- .2 Effectuer l'évaluation initiale avant d'entreprendre les travaux et durant l'avancement de ceux-ci selon les besoins, y compris lorsque de nouveaux corps de métier et sous-traitant arrivent sur le chantier.
- .3 Enregistrer les résultats par écrit et les traiter dans le plan de santé et sécurité.
- .4 Conserver des copies de l'évaluation sur le chantier, pour toute la durée des travaux.

1.10 DANGERS IMPRÉVUS

- .1 Lorsque des facteurs, des dangers ou des conditions imprévus ou particuliers liés à la sécurité surviennent pendant l'exécution des travaux, suivre les procédures en place pour le droit des employés de refuser de travailler conformément aux lois et règlements de la province ayant compétence et aviser le Représentant du Ministère verbalement et par écrit.

- .2 Lorsque des facteurs, des dangers ou des conditions imprévus ou particuliers liés à la sécurité surviennent pendant l'exécution des travaux, informer le coordonnateur de la santé et de la sécurité et suivre les procédures conformément aux lois et règlements de la province ayant compétence et aviser le Représentant du Ministère verbalement et par écrit.

1.11 PROJET/CONDITIONS DU CHANTIER

- .1 Voici les dangers potentiels pour la santé, l'environnement et la sécurité sur le chantier pour lesquels les travaux peuvent comporter des contacts avec :
 - .1 Conditions environnementales et site latents connus :
 - .1 Travail dans le domaine de la circulation (maritime et automobile).
 - .2 Travailler par mauvais temps.
 - .3 Travailler près de la faune.
 - .4 Surfaces de travail inégales.
 - .5 Travailler avec les marées.
 - .2 Covid-19 mesures pour protéger l'entrepreneur, les employés, les consultants, le Représentant du Ministère et les utilisateurs du port. Mettre à jour ces mesures au besoin. Discuter de toute préoccupation tout au long du contrat avec le Représentant du Ministère.
 - .1 Inclure les mesures mises en place pour l'éloignement physique vers et depuis le site, pendant les pauses, le déjeuner, le souper et l'hôtel.
 - .3 Opérations en cours de l'installation :
 - .1 L'entrepreneur collaborera avec les utilisateurs des installations existantes. Maintenir l'accès à la structure actuelle du quai et consulter le Représentant du Ministère pour connaître les limites d'accès au site.
 - .2 En cas d'interférence, suivre les directives du Représentant du Ministère.
 - .3 Ne pas encombrer indûment le site de matériaux.
 - .4 Déplacer les produits ou l'équipement entreposés qui nuisent aux opérations.
 - .5 Se conformer à tous les règlements et autorités ayant compétence sur les travaux.
 - .6 Travailler près de l'eau ou au-dessus de l'eau.
- .2 Les éléments ci-dessus ne doivent pas être interprétés comme étant complets et englobant les risques potentiels pour la santé et la sécurité rencontrés pendant les travaux.
- .3 Inclure les éléments ci-dessus dans l'évaluation des risques des travaux.
- .4 Les fiches signalétiques des produits dangereux et contrôlés pertinents entreposés sur place peuvent être obtenues auprès du Représentant du Ministère.

1.12 RÉUNIONS

- .1 Assister à la réunion de pré-construction sur la santé et la sécurité, convoquée et présidée par le Représentant du Ministère, avant le début des travaux, à l'heure, à la date et à l'endroit déterminés par le Représentant du Ministère. Veiller à ce que :

- .1 Le Chef du chantier.
- .2 Le surveillant responsable de santé et de sécurité, désigné par l'Entrepreneur.
- .3 Les sous-traitants.
- .2 Tenir régulièrement, des réunions boîte à outils sur la santé et la sécurité pendant la durée des travaux conformément aux règlements sur la santé et la sécurité au travail.
- .3 Conserver les documents sur place.

1.13 PLAN DE SANTÉ ET DE SÉCURITÉ

- .1 Avant d'entreprendre les travaux, établir par écrit, un plan de santé et de sécurité propre au chantier. Mettre ce plan en œuvre et en assurer le respect pendant la durée des travaux, jusqu'à la démobilisation de tout personnel du chantier.
- .2 Le plan de santé et de sécurité doivent comprendre les éléments suivants :
 - .1 La liste des dangers individuels pour la santé et des risques pour la sécurité identifiés lors du processus d'évaluation des risques.
 - .2 Les mesures de contrôle utilisées pour pallier les risques et les dangers identifiés.
 - .3 Un plan d'intervention en cas d'urgence selon les prescriptions ci-dessous.
 - .4 Un plan de communication sur le chantier tel que précisé ci-dessous.
 - .5 Le nom du représentant désigné de l'Entrepreneur responsable de la santé et de la sécurité sur le chantier, avec les documents prouvant ses compétences et son lien hiérarchique dans la compagnie de l'Entrepreneur.
 - .6 Les noms, compétences et liens hiérarchiques d'autres personnels embauchés pour la surveillance de la santé et sécurité sur le chantier.
- .3 Le plan d'urgence en cas d'urgence doit comprendre :
 - .1 Les procédures, les mesures d'évacuation et le processus de communication à mettre en œuvre en cas de situation d'urgence sur le chantier.
 - .2 Plan d'évacuation : plan d'aménagement du chantier indiquant les voies d'évacuations et les zones de regroupement. Les détails sur les méthodes de déclenchement d'alarme, les exercices d'évacuation, l'emplacement du matériel de lutte contre les incendies et tous autres données connexes.
 - .3 Les noms, les tâches et les responsabilités des personnes désignées comme agents de secours d'urgence et les suppléants.
 - .4 Personnes à contacter en cas d'urgence : les noms et les numéros de téléphones des personnes-ressources en cas d'urgence :
 - .1 Entrepreneur général et sous-traitants.
 - .2 Ministères et autorités fédéraux et provinciaux compétents.
 - .3 Organismes locaux de ressources d'urgence.
 - .5 Harmoniser le plan avec les plans d'intervention d'urgence et d'évacuation de l'installation. Le Représentant du Ministère fournira les données pertinentes, y compris le nom des personnes-ressources de TPSGC et de la Gestion des installations.
- .4 Plan de communication sur place :
 - .1 Procédures de partage de l'information sur la sécurité liée au travail avec les travailleurs et les sous-traitants, y compris les mesures

d'urgence et d'évacuation.

- .2 Liste des activités de travail critiques à communiquer au gestionnaire de l'installation qui risquent de mettre en danger la santé et la sécurité des utilisateurs de l'installation.
- .5 Aborder toutes les activités des travaux, y compris celles des sous-traitants.
- .6 Examiner régulièrement le plan de santé et de sécurité pendant les travaux. Mise à jour lorsque les conditions le justifient pour tenir compte des risques et dangers émergents, comme chaque fois que de nouveaux professionnels ou sous-traitants arrivent sur le chantier.
- .7 Le Représentant du Ministère répondra par écrit lorsque des lacunes ou des préoccupations sont notées et peut demander que le Plan soit soumis de nouveau avec correction des lacunes ou des préoccupations.
- .8 Afficher une copie du plan et des mises à jour bien en évidence sur le site de travail.

1.14 COORDONNATEUR DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ

- .1 Embaucher une personne compétente et autorisée à titre de coordonnateur de la santé et de la sécurité, et l'affecter aux travaux.
- .2 Le représentant de la santé et de la sécurité sur le chantier peut être le surintendant des travaux ou toute autre personne désignée par l'entrepreneur et se voit attribuer la responsabilité et les pouvoirs suivants :
 - .1 Mettre en œuvre, surveiller et faire respecter quotidiennement les exigences en matière de santé et de sécurité des travaux
 - .2 Surveiller et appliquer le plan de santé et de sécurité propre au site de l'entrepreneur.
 - .3 Tenir une séance d'orientation sur la sécurité du site à l'intention des personnes qui ont accès au lieu de travail.
 - .4 Veiller à ce que les personnes autorisées à accéder au site soient informées et formées en matière de santé et de sécurité se rapportant à leurs activités sur le site ou soient escortées par une personne compétente sur le site de travail.
 - .5 Arrêter les travaux s'il le juge nécessaire pour des raisons de santé et de sécurité.
- .3 Le représentant du site de santé et de sécurité doit :
 - .1 Être une personne qualifiée et compétente en matière de santé et de sécurité au travail.
 - .2 Posséder une expérience de travail propre aux activités des travaux.
 - .3 Être sur le chantier en tout temps pendant l'exécution des travaux.
- .4 Tous les membres du personnel de supervision affectés aux travaux doivent également être des personnes compétentes.
- .5 Inspections :
 - .1 Effectuer des inspections de sécurité périodiques des travaux au moins deux fois par semaine. Consigner les lacunes et les mesures correctives prises.

- .2 Effectuer des inspections officielles au moins une fois par mois. Utiliser des formulaires d'inspection de sécurité normalisés. Distribuer aux sous-traitants.
- .3 Assurer le suivi et veiller à ce que des mesures correctives soient prises.
- .6 Collaborer avec le représentant de la santé et de la sécurité au travail de l'établissement si celui-ci est désigné par le Représentant du Ministère.
- .7 Conserver sur place les rapports d'inspection et la documentation relative à la supervision.

1.15 FORMATION

- .1 N'utiliser que des travailleurs qualifiés sur le chantier qui ont reçu une formation efficace sur les procédures et les pratiques de santé et de sécurité au travail pertinentes à la tâche qui leur est assignée.
- .2 Tenir à jour les dossiers des employés et les preuves de la formation reçue. Mettre les données à la disposition du Représentant du Ministère sur demande.
- .3 Lorsque des dangers ou des conditions imprévus ou particuliers liés à la sécurité se produisent pendant l'exécution des travaux, suivre les procédures en place pour le droit de l'employé de refuser de travailler conformément aux lois et aux règlements de la province compétente et en informer le Représentant du Ministère de vive voix et par écrit.

1.16 RÈGLES MINIMALES DE SÉCURITÉ SUR LE SITE

- .1 Sans égard aux exigences, veuillez respecter les réglementations fédérales et provinciales sur la santé et sécurité. Les règles de sécurité suivantes doivent être considérées comme les exigences minimales à respecter par toutes les personnes à qui on a accordé l'accès au chantier.
 - .1 Porter l'EPI approprié au travail ou à la tâche assignée; le minimum étant un casque de sécurité, un gilet de sécurité, des chaussures de sécurité, des lunettes de sécurité et une protection auditive.
 - .2 Signaler immédiatement les conditions dangereuses sur le site, les quasi-accidents, les blessures et les dommages.
 - .3 Veiller à ce que le site et les aires d'entreposage soient bien rangés et exempts de risques de blessures.
 - .4 Respecter les panneaux d'avertissement et les étiquettes de sécurité.
- .2 Informer les personnes des protocoles disciplinaires à prendre pour non-conformité. Afficher les règles sur place.

1.17 CORRECTIF EN CAS DE NON-CONFORMITÉ

- .1 Prendre immédiatement les mesures nécessaires pour corriger les situations jugées non conformes, sur les plans de la santé et de la sécurité, par l'autorité compétente ou par le Représentant du Ministère.
- .2 Remettre au Représentant du Ministère un rapport écrit des mesures prises pour corriger la situation en cas de non-conformité en matière de santé et de sécurité.

- .3 Le Représentant du Ministère peut ordonner l'arrêt des travaux si l'Entrepreneur n'apporte pas les correctifs nécessaires en ce qui concerne les conditions jugées non conformes en matière de santé et de sécurité.

1.18 ARRÊT DES TRAVAUX

- .1 Accorder à la santé et à la sécurité du public ainsi que du personnel du chantier, et à la protection de l'environnement, la priorité sur les questions liées au coût et au calendrier des travaux.

1.19 PRODUITS DANGEREUX

- .1 Se conformer aux exigences du Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT).
- .2 Conserver les fiches signalétiques pour tous les produits livrés sur place.
 - .1 Afficher sur place.
 - .2 Soumettre une copie au Représentant du Ministère.
 - .3 Pour les travaux à l'intérieur d'une installation occupée, afficher une copie supplémentaire dans une ou des endroits plus accessibles au public.

1.20 DISPOSITIFS À CARTOUCHES

- .1 Veuillez ne pas utiliser des dispositifs à cartouche avant d'avoir la permission écrite du Représentant du Ministère.

1.21 ESPACES CLOS

- .1 Respecter les règlements sur la santé et la sécurité au travail concernant le travail dans des espaces clos.
- .2 Obtenir un permis d'entrée conformément à la partie XI du Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail pour entrer dans un espace clos identifié existant situé dans l'installation ou les lieux de travail.
 - .1 Obtenir un permis du gestionnaire de l'installation.
 - .2 Conserver une copie du permis délivré.
- .3 Sécurité des inspecteurs :
 - .1 Fournir de l'EPI et de la formation au Représentant du Ministère et aux autres personnes qui doivent entrer dans un espace clos pour effectuer des inspections.
 - .2 Être responsable de l'efficacité de l'équipement et de la sécurité des personnes pendant leur entrée et leur occupation dans l'espace clos.

1.22 RAPPORT DE CHANTIER

- .1 Conserver sur le lieu de travail une copie de la documentation et des rapports relatifs à la sécurité qui doivent être produits conformément aux lois et aux règlements des autorités compétentes et aux documents précisés aux présentes.
- .2 Sur demande, mettre à la disposition du Représentant du Ministère ou de l'agent de sécurité autorisé pour inspection.

1.23 AFFICHAGE DES DOCUMENTS

- .1 S'assurer que les documents, les articles, les ordonnances et les avis pertinents sont affichés, bien en vue, sur le chantier, conformément aux lois et aux règlements de la province compétente, et en consultation avec le Représentant du Ministère.
- .2 Afficher d'autres documents tels que précisés dans le présent document, y compris :
 - .1 Plan de santé et de sécurité propre au site
 - .2 Feuilles de données du SIMDUT
 - .3 Exigences en matière d'incendie et de sécurité
 - .4 Procédures spéciales relatives aux exigences de cadenassage.

2 PRODUITS

2.01 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

3 EXÉCUTION

3.01 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

FIN DE SECTION

1 GÉNÉRALITÉS

1.01 EXIGENCES CONNEXES

- .1 Section 01 33 00 - Exigences en matière d'atténuation Environnemental
- .2 Section 02 41 16 - Travaux de chantier, démolition et enlèvement
- .3 Section 35 51 24 - Installation des quais flottants

1.02 GÉNÉRAL

- .1 Toutes les mesures d'atténuation environnementale sont la responsabilité de l'entrepreneur en vertu de ce contrat. Toutes les mesures visant à atténuer la présence de matières dangereuses dans les cours d'eau, toutes les lois et tous les règlements et mesures d'atténuation, les mesures énumérées dans la présente section, sont la responsabilité de l'entrepreneur pour la durée du contrat.
 - .1 Les travaux de construction seront surveillés quotidiennement et des mesures d'atténuation seront établies au besoin. Ajuster et mettre à niveau, les éléments au besoin pour respecter les lois municipales, provinciales et fédérales, selon le cas.

1.03 EXIGENCES DE SUBJUGATION

- .1 Élaborer un PLAN D'ATTÉNUATION ENVIRONNEMENTALE écrit, fondé sur le projet spécifique avant le début des travaux sur le site et continuer de mettre en œuvre, de tenir à jour, et d'appliquer le plan qui sera utilisé jusqu'à la démobilisation du site.
- .2 Élaborer des MESURES DE CONTRÔLE DE L'ÉROSION PROPRES AU SITE en fonction du plan propre au projet dans le cadre du présent contrat.
- .3 Le Représentant du Ministère peut répondre par écrit lorsque des lacunes ou des préoccupations sont notées et peut demander une nouvelle présentation avec correction des lacunes ou des préoccupations.
 - .1 Le Représentant du Ministère peut demander la mise à jour d'un document en tout temps pendant la période de construction en vertu du présent contrat si les mesures prises sur place ne respectent pas les lois et les règlements précisés dans le présent contrat.
- .4 Établir un accès écrit à la route ou au pont-jetée, l'emplacement, le type de matériau qui sera utilisé pour la construction et la façon dont les zones seront restaurées à leur état initial ou meilleur.

1.04 EXIGENCE RÉGLEMENTAIRES.

- .1 Exécuter les travaux conformément à la section 01 41 00 - Exigences réglementaires.

1.05 CONDITION DE PROJET/CHANTIER

- .1 Les travaux sur le chantier comporteront des contacts avec:
 - .1 Vents élevés
 - .2 Zone de travail inégal
 - .3 Mauvaise condition atmosphériques
 - .4 Limitations d'accès
 - .5 Circulation continue, sur l'eau ou sur terre
- .2 Tous les bateaux doivent pouvoir accéder en toute sécurité au lieu de travail en tout temps et recevoir de l'aide au besoin.

1.06 ARRÊT DE TRAVAIL

- .1 Accorder la priorité à la sécurité et à la sante du public et du personnel du site ainsi qu'à la protection de l'environnement, par rapport aux considérations relatives au cout et au calendrier des travaux.

1.07 RÉFÉRENCES

- .1 Loi sur la marine marchande du Canada, (CSA) 2001, modifié 2017-12-12 ou dernière édition.
- .2 Règlementation Garde Côtière Canadienne, Pêches et Océans Canada.
- .3 Loi Canadienne sur l'évaluation environnementale, 2012, modifié 2017-06-22.
- .4 Loi Canadienne sur la protection de l'environnement, 1999, modifié 2018-04-04.
- .5 Loi sur les pêches, 1985, Pêche et Océan Canada, modifié 2016-04-05.
- .6 Lignes directrices concernant l'utilisation d'explosifs à l'intérieur ou à Proximité des eaux de pêche Canadiennes, 1998.
- .7 Loi de 1984 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs, modifié 2017-12-12.
- .8 Loi sur la protection de la navigation, 1985. Transports Canada, modifié 2017-06-22.
- .9 Nouveau-Brunswick - Une étude sur d'impact sur l'environnement, Loi sur l'assainissement de l'environnement.
- .10 Loi sur les espèces en péril, 2002, modifié 2018-05-30.
- .11 Politique fédérale sur la conservation des terres humides, 1991, Environnement Canada.
- .12 Loi sur le transport des marchandises dangereuses, 1992, Transports Canada, modifié 2017-01-01.

- .13 Loi sur la conservation du patrimoine, Nouveau-Brunswick.
- .14 Guide Technique sur Le Règlement sur la modification des cours d'eau et des terres humides au Nouveau-Brunswick.
- .15 Matériel et machinerie lourde:
 - .1 Véhicules routiers : LCPE-DORS/2003-2, Règlement sur les émissions des véhicules routiers et de leurs moteurs et LCPE-DORS/2006-268, Règlement modifiant le Règlement sur les émissions des véhicules routiers et de leurs moteurs.
 - .2 Véhicules hors route à destination de : EPA CFR 86.098-10 et EPA CFR 86.098-11.
- .16 Les travaux doivent être conformes à toutes les conditions du permis délivré par Transports Canada en vertu de la Loi sur la protection de la navigation (LPN).
- .17 Veiller à ce que les activités du projet soient conformes à la Politique de protection des zones côtières du GNDE. La politique définit les zones côtières vulnérables comme les plages, les dunes, les plateformes rocheuses, les marais côtiers et les terres endiguées, qui devraient être prises en compte dans les plans et les approbations réglementaires. Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec le gestionnaire, Section de la protection des eaux de surface, au 506-457-4850.

1.08 DÉFINITIONS

- .1 Ressources archéologiques : toutes les preuves tangibles d'activités humaines d'intérêt historique, culturel ou scientifique. Exemples : caractéristiques, structures, objets archéologiques (artefacts) ou vestiges d'un site archéologique ou objet enregistré comme découverte archéologique isolée. Un « artefact » est un objet fabriqué, utilisé, déplacé ou autrement modifié par les êtres humains, y compris tous les déchets et sous-produits de ces processus.
- .2 Zone tampon : terre végétalisée qui protège les cours d'eau contre les utilisations des terres adjacentes. Il s'agit des terres adjacents aux cours d'eau, comme les ruisseaux, les rivières, les lacs, les étangs, les océans et les terres humides, y compris la plaine inondable et les terres transition entre les cours d'eau et les zones hautes, terres plus sèches.
- .3 Substance Nocive:
 - (a) toute substance qui, si elle est ajoutée à l'eau, dégraderait, altérerait ou ferait partie d'un processus de dégradation ou d'altération de la qualité de l'eau, afin qu'elle soit rendue ou qu'elle soit susceptible d'être rendue nocive pour le poisson ou à l'habitat du poisson ou à l'utilisation par l'homme de poissons qui fréquente cette eau,
 - Ou
 - (b) toute eau qui contient une substance en une telle quantité ou concentration, ou qui a été traitée, traitée ou modifiée, par la chaleur ou par d'autres moyens, d'un état naturel qui, s'il était ajouté à

toute autre eau, se dégraderait ou se modifier ou faire partie d'un processus de dégradation ou d'altération de la qualité de cette eau, afin qu'elle soit rendue ou qu'elle soit susceptible d'être rendue nocive au poisson ou à son habitat ou à l'utilisation par l'homme de poisons qui fréquentent cette eau.

- .4 Habitat du poisson : frayères et autres zones, y compris la pépinière, l'élevage, les zones d'approvisionnement alimentaire et de migration, dont les poissons dépendent directement ou indirectement pour mener à bien leurs processus vitaux
- .5 Matières dangereuses : produit, substance ou organisme utilisé à l'origine; il s'agit de marchandises dangereuses ou de matières qui peuvent avoir des effets nocifs sur l'environnement ou nuire à la santé des personnes; les animaux ou les végétaux lorsqu'ils sont rejetés dans l'environnement.
- .6 Espèces envahissantes ou exotiques : désigne une espèce ou une sous-espèce introduite en dehors de sa distribution normale dont l'établissement et la propagation menacent les écosystèmes, les habitats ou les espèces ayant des effets néfastes sur l'économie ou l'environnement.
- .7 Eaux navigables : un canal et tout autre plan d'eau créé ou modifié à la suite de la construction de tout ouvrage.
- .8 Cours d'eau de surface : désigne le lit et le rivage d'une rivière, d'un cours d'eau, d'un lac, d'un ruisseau, d'un étang, d'un marais, d'un estuaire ou d'un plan d'eau salée qui contient de l'eau pendant au moins une partie de chaque année.
- .9 Zones humides : terres où la nappe phréatique se trouve à la surface, à proximité ou au-dessus de la surface ou qui sont saturées pendant une période suffisamment longue pour favoriser des caractéristiques comme les sols et la végétation tolérante à l'eau. Les terres humides comprennent les terres humides, les terres « tourbières » et les terres humides minérales ou les sols minéraux qui sont influencés par l'excès d'eau, mais qui produisent peu ou pas de tourbe.

1.09 DOCUMENTS/ÉCHANTILLONS À SOUMETTRE

- .1 Soumettre conformément à la section 01 33 00 - Documents/Échantillon à Soumettre.
- .2 Soumettre un plan d'atténuation, en milieu aquatique, spécifique à l'emplacement : dans les 7 jours suivant la date d'avis de poursuivre et avant le début des travaux.
 - .1 Mesures d'atténuation pour prévenir la sédimentation.
 - .2 Mesures d'atténuation visant à prévenir la contamination de l'eau par des matières dangereuses.
 - .3 L'emplacement et le type de matériaux utilisés pour les routes d'accès temporaires et les mesures visant à rétablir l'accès à son état initial ou à un meilleur état, le Représentant du Ministère sera le seul juge de ce qu'il juge acceptable comme produit final.
- .3 Soumettre une copie numérique des mesures d'atténuation dans l'eau de l'entrepreneur au Représentant du Ministère 7 jours avant le début des travaux, pour examen.

- .4 Présenter les copies des rapports ou des directives émis par les inspecteurs municipaux, fédéraux ou provinciaux de la santé et de la sécurité.
- .5 Le Représentant du Ministère examinera le plan de mesures d'atténuation en milieu aquatique, de l'entrepreneur et fera part de ses commentaires à l'entrepreneur dans les trois jours suivant la réception du plan. Réviser le plan au besoin, et le soumettre de nouveau au Représentant du Ministère dans les cinq jours suivant la réception des commentaires du Représentant du Ministère.
- .6 L'examen par le Représentant du Ministère de la version finale du plan d'atténuation pour milieu de travail dans les zones aquatiques, de l'entrepreneur ne doit pas être interprété comme une approbation et ne réduit pas la responsabilité globale de l'entrepreneur à l'égard de l'In-Mesures d'atténuation environnementale de l'eau pendant la construction de ce contrat.
- .7 Aviser la Garde côtière canadienne, Services de communication et de trafic maritimes (SCTM) au (902)564-7751 ou sans frais au 1-800-686-8676 suffisamment avant le début des travaux ou au moment du déploiement ou de l'enlèvement des marquages du site pour permettre l'envoi d'Avis à la Marine marchande/mesures appropriées.
- .8 Élaborer et soumettre au Représentant du Ministère, un plan d'intervention d'urgence qui doit être mis en œuvre immédiatement, en cas de rejet ou de déversement de sédiments, d'une substance nocive. Inclure les coordonnées de la personne-ressource provinciale en cas d'urgence environnementale et celles du Représentant du Ministère.
- .9 L'entrepreneur doit donner un préavis d'au moins 48 heures au représentant du Ministère avant de commencer les activités de dragage.
- .10 Avant de commencer les activités de construction ou la livraison des matériaux sur le site, l'entrepreneur doit soumettre un plan de protection de l'environnement (PPE) pour examen et approbation par SPAC. Le PPE doit comprendre un aperçu complet des questions environnementales connues ou potentielles qui seront abordées pendant la construction ou le projet.

1.10 TRANSPORTATION

- .1 Transporter les matières dangereuses et les déchets dangereux conformément à la Loi sur Transport des marchandises dangereuses.
- .2 Garder les camions propres et exempts de boue, de saleté et d'autres matières étrangères.
- .3 Tous les matériaux et l'équipement utilisés dans la construction doivent être marqués conformément au Règlement sur les abordages de la Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada lorsqu'ils sont situés sur la voie navigable.
- .4 Les chaussées temporaires, après approbation du Représentant du Ministère, doivent être construites à l'écart du corps d'eau à l'aide d'un tissu filtrant/rideau de limon ou d'un batardeau.

1.11 UTILISATION DE MACHINERIE

- .1 Veiller à ce que les machines arrivent sur le site dans un état propre et à ce qu'elles soient exemptes de fuites de fuites, d'espèces envahissantes et de mauvaises herbes nuisibles.
- .2 Dans la mesure du possible, utiliser la machinerie sur la terre ferme au-dessus de la ligne des eaux hautes, sur la glace ou à partir d'une barge flottante de manière à minimiser les perturbations aux rives et au lit du plan d'eau.
- .3 Laver, ravitailler et entretenir les machines et entreposer le carburant et les autres matériaux pour les machines de manière à empêcher toute substance nocive de pénétrer dans l'eau.
- .4 Les fluides biodégradables devraient être envisagés à la place des produits pétroliers, dans la mesure du possible, comme norme pour les pratiques exemplaires.
- .5 Toutes les activités dans l'eau devraient être menées dans des conditions de vent faible, de vagues et de conditions météorologiques appropriées.
- .6 Veuillez laisser les machines en marche, seulement pendant leur utilisation, sauf lorsque les températures extrêmes interdisent de les arrêter.
- .7 Ne pas effectuer de nettoyage et de lavage dans une zone tampon de 30 mètres d'une zone humide, d'un cours d'eau ou d'une autre zone écosensible identifiée. Veuillez respecter les exigences et les recommandations de Pêches et Océans Canada - Programme de protection des pêches pour le nettoyage et le lavage de l'Équipement.

1.12 ENTREPOSAGE TEMPORAIRE

- .1 Aucune création de stationnement pour véhicules ou d'Équipement ou de matériel n'aura lieu sur une plage, une dune, un milieu humide ou d'autres zones écosensibles.

1.13 CONFINEMENT ET GESTION DES DÉVERSEMENT

- .1 Se conformer aux exigences fédérales (Règlement sur les systèmes de stockage de produits pétroliers de la LCPE et Règlement sur les produits apparentés) et règlements provinciaux, codes, des normes et des lignes directrices pour le stockage de carburant et de produits apparentés sur place.
- .2 En cas de déversement de pétrole, informer immédiatement le Représentant du Ministère et la Garde Côtière Canadienne (GCC) au 1-800-565-1633 (ligne de compte rendu de 24 heures). Effectuer le nettoyage conformément à tous les règlements et procédures stipulés par l'autorité compétente.
- .3 Veuillez ne pas déverser aucuns produits pétroliers ou d'autres substances nocives sur le sol ou dans l'eau.
- .4 Faire preuve de diligence et prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter les déversements et la contamination du sol et de l'eau (à la fois en surface et sous la surface) lorsque la manutention des produits pétroliers sur la place et pendant le ravitaillement et l'entretien des véhicules et de l'équipement

- .5 Tenir sur place, de l'équipement d'intervention, en cas de déversement approprié, comprenant: d'au moins, une trousse de retenue d'au moins 250 litres (55 gallons) pour le confinement et le nettoyage des déversements.
- .6 Maintenir les véhicules et l'équipement en bon état de fonctionnement afin de prévenir les fuites sur le site.
- .7 Les matériaux comme la peinture, les apprêts, les abrasifs de sablage, les solvants antirouille, les dégraissants, le coulis ou d'autres produits chimiques ne doivent pas pénétrer dans le cours d'eau.
- .8 Élaborer et soumettre au Représentant du Ministère une intervention d'urgence Plan qui doit être mis en œuvre immédiatement en cas de rejet ou de déversement de sédiments d'une substance nocive. Inclure les coordonnées de la personne-ressource provinciales en cas d'urgence environnementale et celles du Représentant du Ministère.
- .9 S'assurer que les matériaux de construction utilisés dans un cours d'eau ont été manipulés et traités de manière à prévenir le rejet ou le lessivage substances dans l'eau qui peuvent être nocives pour les poissons.
- .10 En cas de découverte d'un oiseau de mer mazouté, une méthode de manipulation et de rejet des oiseaux marins et migrateurs décrite dans le Protocole sur les oiseaux mazoutés d'Environnement et Changement climatique Canada (ECCC) - Service canadien de la faune (SCF), sera mise en œuvre. Une demande de permis doit être obtenue du SCF-ECCC avant la mise en œuvre du présent protocole.

1.14 MANUTENTION DES MATIÈRES DANGEREUSES

- .1 Entreposer et manipuler les matières dangereuses conformément aux règlements, aux codes, aux normes et aux lignes directrices fédérales et provinciales applicables. Entreposer dans un emplacement qui préviendra les déversements dans l'environnement.
- .2 Étiqueter les contenants conformément aux exigences du SIMDUT et conserver les fiches signalétiques sur place pour toutes les matières dangereuses.
- .3 Tenir un inventaire des matières dangereuses et des déchets dangereux entreposés sur place. Énumérer les articles par nom de produit, quantité et date d'entreposage.
- .4 Entreposer et manipuler les matières inflammables et combustibles conformément au Code National de Prévention des Incendies.
- .5 Les travailleurs qui sont en contact avec des matières dangereuses doivent être munis d'un équipement de protection individuelle, et en avoir l'équipement nécessaire réglementé, et une formation pour savoir comment manipuler les différentes matières dangereuses pour la santé et la sécurité, conformément aux règlements environnementaux.

1.15 ÉLIMINATION DES DÉCHETS

- .1 Ne pas enterrer les déchets, les débris de construction et de démolition (c.-à-d., le béton, bois de créosote, acier, matériaux de sol impactés, etc.) et déchets

sur le site.

- .2 Éliminer et recycler les débris et les déchets de construction et de démolition conformément au Règlement provincial sur la gestion des déchets et au projet les exigences en matière de gestion des déchets précisées aux articles 02 41 16 - Chantier, démolition et enlèvement.
- .3 Ne pas éliminer les déchets dangereux, de matières volatiles (comme les eaux-de-vie minérales, les peintures, les diluants, etc.) et de produits pétroliers dans les cours d'eau, les égouts pluviaux ou sanitaires ou les sites d'enfouissement des déchets.
- .4 Éliminer les déchets dangereux conformément aux règlements, aux codes, aux normes et aux lignes directrices fédéraux et provinciaux applicables.
- .5 Éliminer les débris liés à la construction, y compris les lits d'enfant démolis les matériaux et le bois coupé dans un site d'enfouissement approuvé qui est autorisé à éliminer le bois de créosote ou d'une manière approuvée par la province.
- .6 Ne procéder pas au déversement de matières résiduelles et au nettoyage des camions qu'à l'usine de béton. Respecter les règlements environnementaux et les bonnes pratiques approuvés par le Ministère provincial de l'Environnement et les autres autorités compétentes.
- .7 La végétation écaillée peut être utilisée comme paillis, mais ne doit pas être répandue dans les cours d'eau ou une zone humide.
- .8 Tous les stocks récupérables de bois de créosote doivent être situés au minimum à 500 mètres de tout logement ou puits d'eau et à au moins 100 mètres de tout cours d'eau/milieu humide ou zone écosensible. Toute réserve doit être confinée, hors du sol, sur le territoire domaniale, à moins d'être approuvée par le Représentant du Ministère.
- .9 Les débris qui pénètrent dans le milieu marin doivent être immédiatement récupérés lorsqu'il est sécuritaire de le faire.
- .10 Déchets de béton:
 - .1 Ne pas déverser aucun béton résiduel ou rejeté sur le site.
 - .2 Nettoyer immédiatement tout rejet accidentel de béton, sur place, avant la solidification.
- .11 L'entrepreneur doit fournir le manifeste des déchets du matériel de déconstruction au Représentant du Ministère avec la demande de remboursement provisoire.

1.16 PROTECTION DES POISSONS

- .1 Veiller à ce que toutes les activités dans l'eau ou les structures connexes dans l'eau, ne nuisent pas au passage des poissons, ne réduisent pas la largeur du chenal ou ne réduisent pas flux.

- .2 Filtrer les prises d'eau ou les tuyaux de sortie pour empêcher l'entraînement ou l'impact sur le poisson. L'entraînement se produit lorsqu'un poisson est aspiré dans l'eau, prise d'eau et ne peut pas s'échapper. Il y a impact lorsqu'un poisson piégé est maintenu en contact avec l'écran d'admission et n'est pas capable de se libérer.
- .3 Tenir le registre d'assurance à jour, d'un projet à l'autre. Sur demande, soumettre le registre au Représentant du Ministère pour l'examen.
- .4 Ne pas effectuer de nettoyage et de lavage dans une zone tampon de 30 mètres d'une zone humide, d'un cours d'eau ou d'une autre zone écosensible identifiée. Veillez respecter les exigences et les recommandations de Pêches et Océans Canada - Programme et protection des pêches pour le nettoyage et le lavage de l'équipement.
- .5 L'introduction de substances nocives dans un cours d'eau n'est pas autorisée.
- .6 Effectuer les travaux dans un cours d'eau, pendant les périodes à faible débit ou à marée basse afin de réduire d'avantage, le risque pour les poissons et leur habitat, ou de permettre aux travaux dans l'eau d'être isolés des flux.

1.17 ESPÈCES ENVAHISSANTES

- .1 Afin de réduire au minimum les risques de contamination de l'habitat du poisson et de propagation d'espèces aquatique envahissantes, tout l'Équipement de construction qui sera immergé dans l'eau, dans un cours d'eau, ou ayant la possibilité de venir en contact avec cette eau, au cours des travaux, doit être nettoyé et lavés pour s'assurer qu'ils sont exempts de croissance marine et d'espèces exotiques, avant la mobilisation sur le site.
 - .1 L'équipement doit comprendre les bateaux, les barges, les grues, les excavatrices, les camions de transport, les pompes, les conduites et d'autres outils divers l'équipement déjà utilisé en milieu marin.
 - .2 Le nettoyage et le lavage de l'équipement doivent être effectués immédiatement à leur arrivée sur le site et avant leur utilisation dans le plan d'eau ou au-dessus de celui-ci.
- .2 Effectuer les opérations de nettoyage et le lavage suivant:
 - .1 Gratter et enlever la forte accumulation de boue et l'éliminer de façon appropriée.
 - .2 Laver toutes les surfaces de l'équipement à l'aide d'une source d'eau douce, sous pression.
 - .3 Suivre immédiatement avec l'application d'un enduit pulvérisé lourd de vinaigre non dilué ou autre agent nettoyant approuvé pour l'environnement éliminer complètement toute matière végétale, les animaux et les sédiments.
 - .4 Vérifier et enlever toutes les matières végétales, animales et sédimentaires de toutes les cales et de tous les filtres.
 - .5 Égoutter l'eau stagnante de l'équipement, et en laisser sécher complètement avant de l'utiliser.
 - .6 Après avoir retiré l'eau, égoutter l'eau stagnante de l'équipement et laisser l'équipement sécher complètement avant de l'enlever du site.

- .3 Registre d'assurance:
 - .1 Tenir un registre permanent, de l'utilisation passée et actuelle, et des lavages de tout l'équipement pour illustrer les mesures d'atténuation prises contre la contamination de l'habitat du poisson, par des espèces exotiques
 - .2 Inscrire les données dans un journal de bord relié à une couverture rigide, notamment:
 - .1 Date et lieu où l'équipement a déjà été utilisé dans un cours d'eau ou une zone humide
 - .1 Type de travail effectué.
 - .2 Dates de lavage pour chaque pièce d'équipement.
 - .3 Méthode de nettoyage et les agents de nettoyage utilisés. Tenir le registre d'assurance à jour d'un projet à l'autre. Sur demande, soumettre le registre au Représentant du Ministère pour examen.
 - .3 Le Représentant du Ministère a le droit de faire la demande d'une inspection vidéo de l'équipement, y compris des coques, afin de s'assurer qu'il ne contient aucune plantes marines, ni d'espèces exotiques, avant la mobilisation sur le site.

1.18 PLAN DE CONTROLE DE L'ÉROSION ET DES SEDIMENTS PROPRES AU SITE

- .1 L'entrepreneur est responsable de l'élaboration d'un plan d'érosion et de sédimentation propre au site Plan, pour le contrôle qui réduit au minimum le risque de sédiments du plan d'eau pendant toutes les phases des travaux. Le plan doit être présenté conformément à l'article 01 33 00, pour examen par le Représentant du Ministère. Mesures de contrôle de l'érosion et des sédiments doit être maintenue jusqu'à ce que tous les sols perturbés aient été stabilisés de façon permanente, que les sédiments en suspension se soient réinstallés dans le lit du plan d'eau ou le bassin de décantation et les eaux de ruissellement sont claires. Le plan devrait, en cas échéant, inclure :
 - .1 Au besoin, pour des mesures de contrôle des sédiments efficaces (p.ex., clôture à vase, barrages de contrôle) doivent être une première étape de la construction séquence pour empêcher l'entrée ou la remise en suspension de sédiments dans le plan d'eau. Des notes sur l'inspection, les réparations et les prélèvements sont présentées ci-dessous.
 - .2 Inspecter régulièrement les mesures de contrôle des sédiments pour s'assurer qu'elles fonctionnent correctement et faire toutes les réparations nécessaires en cas de dommages. À la fin de l'utilisation, retirer ces mesures de contrôle de manière à empêcher les sédiments sédimentés de s'échapper.
 - .3 Mesures de gestion de l'eau qui s'écoule sur le site, ainsi que de l'eau qui est pompée ou détournée du site de manière à filtrer les sédiments avant que l'eau ne pénètre dans un plan d'eau. Par exemple, le pompage ou le détournement de l'eau vers une zone végétalisée, la construction d'un tassement bassin ou autre système de filtration. L'eau sera pompée dans un bassin à sédiments ou dans un sac filtrant pour assurer que la concentration de la quantité de sédiments rejetée est inférieure aux critères réglementés avant d'atteindre un plan d'eau.
 - .4 Mesures d'isolement du site (p. ex., flèche de limon ou rideau de limon)

- pour contenir les sédiments en suspension. Il faudra comprendre des mesures pour les stocks de matières (p.ex., bâches)
- .5 Mesures de confinement et de stabilisation des déchets (p. ex., déblais de dragage, déchets et matériaux de construction, déchets forestiers commerciaux, plantes aquatiques déracinées ou coupées, débris accumulés) au-dessus de la marque d'eau élevée des plans d'eau avoisinants pour empêcher la rentrée.
 - .6 Description de l'approche de gestion des impacts potentiels sur l'environnement local, y compris les rideaux de limon, les clôtures à sédiments, les balles de foin, le traitement, etc.
 - .7 Méthodologie de surveillance des conditions météorologiques, notamment les pluies et les tempêtes, et modification du plan de travail pour les conditions météorologiques défavorables.

1.19 AFFICHAGE DE DOCUMENTS

- .1 Veiller à ce que les articles, avis et ordres applicables soient affichés, bien en vue sur place, conformément aux lois et règlements de la province compétente et en consultation avec le Représentant du Ministère.

FIN DE LA SECTION

1 GÉNÉRALITÉS

1.01 SOMMAIRE

- .1 Exécuter les travaux conformément au Code National du Bâtiment du Canada (CNB), y compris les modifications jusqu'à la date de clôture de l'appel d'offres et d'autres codes d'application provinciale ou locale, à condition qu'en cas de conflit ou de divergence, des exigences plus strictes s'appliquent.
- .2 Respecter ou dépasser les exigences de :
 - .1 Documents contractuels.
 - .2 Normes, codes et documents de référence précisés.

1.02 ENVIRONNEMENT SANS FUMÉE

- .1 Les restrictions concernant les fumeurs de même que les règlements municipaux doivent être respectés.

2 PRODUITS

2.01 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

3 EXÉCUTION

3.01 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

FIN DE SECTION

1 GÉNÉRALITÉS

1.01 INSPECTION

- .1 Le Représentant du Ministère doit avoir accès aux ouvrages. Si une partie des travaux ou des ouvrages est exécutée à l'extérieur du chantier, l'accès à cet endroit doit également lui être assuré pendant toute la durée de ces travaux.
- .2 Dans le cas où des ouvrages doivent être soumis à des inspections, à des approbations ou à des essais spéciaux commandés par le Représentant du Ministère ou exigés aux termes de règlements locaux visant le chantier, en faire la demande dans un délai raisonnable.
- .3 Si l'Entrepreneur a couvert ou a permis de couvrir un ouvrage avant qu'il ait été soumis aux inspections, aux approbations ou aux essais spéciaux requis, il doit découvrir l'ouvrage en question, voir à l'exécution des inspections ou des essais requis à la satisfaction des autorités compétentes, puis remettre l'ouvrage dans son état initial.
- .4 Le Représentant du Ministère peut ordonner l'inspection de toute partie de l'ouvrage dont la conformité aux Documents Contractuels est mise en doute. Si, après examen, l'ouvrage en question est déclaré non conforme aux exigences des Documents Contractuels, l'Entrepreneur doit prendre les mesures nécessaires pour rendre l'ouvrage conforme aux exigences spécifiées, et assumer les frais d'inspection et de réparation.

1.02 ORGANISMES D'ESSAI ET D'INSPECTION INDÉPENDANTS

- .1 Le Représentant du Ministère se chargera de retenir les services d'organismes d'essai et d'inspection indépendants. Le coût de ces services sera assumé par le Représentant du Ministère.
- .2 Fournir les matériels requis par les organismes désignés pour la réalisation des essais et des inspections.
- .3 Le recours à des organismes d'essai et d'inspection ne dégage aucunement l'Entrepreneur de sa responsabilité concernant l'exécution des travaux conformément aux exigences des Documents Contractuels.
- .4 Si des défauts sont relevés au cours des essais et/ou des inspections, l'organisme désigné exigera une inspection plus approfondie et/ou des essais additionnels pour définir avec précision la nature et l'importance de ces défauts. L'Entrepreneur devra corriger les défauts et les imperfections selon les directives du Représentant du Ministère, sans frais additionnels pour le Représentant du Ministère, et assumer le coût des essais et des inspections qui devront être effectués après ces corrections.

1.03 ACCÈS AU CHANTIER

- .1 Permettre aux organismes d'essai et d'inspection d'avoir accès au chantier ainsi qu'aux ateliers de fabrication et de façonnage situés à l'extérieur du chantier.

- .2 Collaborer avec ces organismes et prendre toutes les mesures raisonnables pour qu'ils disposent des moyens d'accès voulus.

1.04 PROCÉDURE

- .1 Aviser d'avance l'organisme approprié et le Représentant du Ministère lorsqu'il faut procéder à des essais afin que toutes les parties en cause puissent être présentes.
- .2 Soumettre les échantillons et/ou les matériaux/matériels nécessaires aux essais selon les prescriptions du devis, dans un délai raisonnable et suivant un ordre prédéterminé afin de ne pas retarder l'exécution des travaux.
- .3 Fournir la main-d'oeuvre et les installations nécessaires pour prélever et manipuler les échantillons et les matériaux/matériels sur le chantier. Prévoir également l'espace requis pour l'entreposage et la cure des échantillons.

1.05 OUVRAGES OU TRAVAUX REJETÉS

- .1 Enlever les éléments défectueux jugés non conformes aux Documents Contractuels et rejetés par le Représentant du Ministère, soit parce qu'ils n'ont pas été exécutés selon les règles de l'art, soit parce qu'ils ont été réalisés avec des matériaux ou des produits défectueux, et ce, même s'ils ont déjà été intégrés à l'ouvrage. Remplacer ou refaire les éléments en question selon les exigences des Documents Contractuels.
- .2 Le cas échéant, réparer sans délai les ouvrages des autres entrepreneurs qui ont été endommagés lors des travaux de réfection ou de remplacement susmentionnés.
- .3 Si, de l'avis du Représentant du Ministère, il n'est pas opportun de réparer les ouvrages défectueux ou jugés non conformes aux Documents Contractuels, le Maître de l'ouvrage déduira du prix contractuel la différence de valeur entre l'ouvrage exécuté et celui prescrit dans les Documents Contractuels, le montant de cette différence étant déterminé par le Représentant du Ministère.

2 PRODUITS

2.01 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

3 EXÉCUTION

3.01 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

FIN DE SECTION

1 GÉNÉRALITÉS

1.01 NORMES DE RÉFÉRENCE

- .1 U.S. Environmental Protection Agency (EPA) / Office of Water
- .1 EPA 832R92005, Gestion des eaux pluviales dans le secteur de la construction : élaboration de plans de prévention de la pollution et de meilleures pratiques de gestion.

1.02 DOCUMENTS/ ÉCHANTILLONS À SOUMETTRE POUR APPROBATION/ INFORMATION

- .1 Fournir les documents conformément à la section 01 33 00 - Documents/Échantillons à Soumettre.

1.03 MISE EN PLACE ET ENLÈVEMENT DU MATÉRIEL

- .1 Prévoir les moyens d'utilisation nécessaires des services d'utilités temporaires pour permettre l'exécution des travaux dans les plus brefs délais.
- .2 Démonter le matériel et l'évacuer du chantier lorsqu'on n'en a plus besoin.

1.04 ASSÈCHEMENT DU TERRAIN

- .1 Prévoir les installations temporaires de pompage et de drainage nécessaires pour maintenir les excavations et le terrain exempts d'eau stagnante.

1.05 ALIMENTATION EN EAU

- .1 Assurer l'alimentation continue en eau potable nécessaire à l'exécution des travaux.
- .2 Prendre les dispositions nécessaires pour raccorder le réseau à celui de l'entreprise d'utilité concernée, et assumer tous les frais d'installation, d'entretien et de débranchement.
- .3 Assumer le coût de ce service au tarif en vigueur, conformément aux Conditions générales du contrat.

1.06 ALIMENTATION EN ÉLECTRICITÉ ET ÉCLAIRAGE

- .1 Fournir et payer l'électricité temporaire pendant la construction pour l'éclairage temporaire et le fonctionnement des outils électriques.
- .2 Prendre les dispositions nécessaires pour raccorder le réseau à celui de l'entreprise d'utilité concernée, et assumer tous les frais d'installation, d'entretien et de débranchement.
- .3 L'alimentation électrique des grues et des autres appareils fonctionnant sous un courant aux caractéristiques supérieures à celles qui sont mentionnées au paragraphe précédent sera fournie par l'Entrepreneur.

- .4 Assurer l'éclairage temporaire des lieux pendant toute la durée des travaux et veiller à l'entretien du réseau. Les appareils doivent assurer un niveau d'éclairement d'au moins 162 lux aux planchers et aux escaliers.

1.07 TÉLÉCOMMUNICATIONS

- .1 L'Entrepreneur doit fournir les installations temporaires de télécommunications, notamment les téléphones, les télécopieurs, les systèmes de traitement des données, y compris les lignes, et le matériel nécessaires, destinés à son propre usage et à l'usage du Représentant du Ministère; il doit assurer le raccordement de ces installations aux réseaux principaux et assumer les coûts de tous ces services.

1.08 PROTECTION INCENDIE

- .1 Fournir le matériel de protection incendie exigé par les compagnies d'assurance compétentes et par les codes et les règlements en vigueur, et en assurer l'entretien.
- .2 Il est interdit de brûler des matériaux de rebut et des déchets de construction sur le chantier.

2 PRODUITS

2.01 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

3 EXÉCUTION

3.01 MOYENS TEMPORAIRES DE CONTRÔLE DE L'ÉROSION ET DES SÉDIMENTS

- .1 Mettre en place des moyens temporaires de lutte contre l'érosion et le dépôt de sédiments, destinés à prévenir la perte de sol pouvant résulter du ruissellement des eaux pluviales ou de l'érosion par le vent, et l'entraînement de ce sol sur les propriétés et voies piétonnes adjacentes. Ces moyens doivent être conformes aux exigences des autorités compétentes.
- .2 Inspecter les moyens de lutte mis en place, en assurer l'entretien et les réparer au besoin jusqu'à ce que la végétation permanente soit bien établie.
- .3 Enlever les moyens de lutte au moment opportun et remettre en état et stabiliser les surfaces remuées au cours de ces travaux.

FIN DE SECTION

1 GÉNÉRALITÉS

1.01 NORMES DE RÉFÉRENCE

- .1 Comité canadien des documents de construction (CCDC)
 - .1 CCDC 2 -1994, Contrat à forfait.
- .2 Office des normes générales du Canada (CGSB)
 - .1 CAN/CGSB 1.189-00, Peinture d'impression, d'extérieur, aux résines alkydes, pour le bois.
 - .2 CGSB 1.59-97, Peinture-émail d'extérieur, brillante, aux résines alkydes.
- .3 Groupe CSA (CSA)
 - .1 CSA-A23.1/A23.2-F04, Béton - Constituants et exécution des travaux/Essais et pratiques normalisées pour le béton.
 - .2 CSA-0121-FM1978(C2003), Contre-plaqué en sapin de Douglas.
 - .3 CAN/CSA-S269.2-FM1987(C2003), Échafaudages.
 - .4 CAN/CSA-Z321-F96(C2001), Signaux et symboles en milieu de travail.
- .4 Travaux publics et Services gouvernementaux canada (TPSGC), Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) - ID : R0202D, Titre : Conditions générales « C », en vigueur depuis le 14 mai 2004.
- .5 U.S. Environmental Protection Agency (EPA) / Office of Water
 - .1 EPA 832R92005, Storm Water Management for Construction Activities: Developing Pollution Prevention Plans and Best Management Practices.

1.02 DOCUMENTS/ ÉCHANTILLONS À SOUMETTRE POUR APPROBATION/ INFORMATION

- .1 Fournir les documents conformément à la section 01 33 00 - Documents/Échantillons à Soumettre.
- .2 Documents à soumettre aux fins de la certification LEED :
 - .1 Soumettre le plan de contrôle de l'érosion et des sédiments aux fins d'obtention du crédit SSpl, selon LEED Canada-NC.

1.03 INSTALLATION ET ENLÈVEMENT DU MATÉRIEL

- .1 Préparer un plan de situation indiquant l'emplacement proposé et les dimensions de la zone qui doit être clôturée et utilisée par l'Entrepreneur, le nombre de roulottes de chantier requises, les voies d'accès à la zone clôturée et les détails d'installation de la clôture.
- .2 Indiquer les zones qui doivent être revêtues de gravier afin de prévenir les dépôts de boue.
- .3 Indiquer toute zone supplémentaire ou zone de transit.
- .4 Démonter le matériel et l'évacuer du chantier lorsqu'on n'en a plus besoin.

1.04 MATÉRIEL DE LEVAGE

- .1 Fournir et installer les treuils et les grues nécessaires au déplacement des ouvriers, des matériaux/matériels et de l'équipement, et en assurer l'entretien et la manoeuvre. Prendre les arrangements financiers nécessaires avec les sous-traitants pour l'utilisation du matériel de levage.
- .2 La manoeuvre des treuils et des grues doit être confiée à des ouvriers qualifiés.

1.05 ENTREPOSAGE SUR PLACE/CHARGES ADMISSIBLES

- .1 S'assurer que les travaux sont exécutés dans les limites indiquées dans les Documents Contractuels. Ne pas encombrer les lieux de façon déraisonnable avec des matériaux et des matériels.
- .2 Ne pas surcharger ni permettre de surcharger aucune partie de l'ouvrage afin de ne pas en compromettre l'intégrité.

1.06 STATIONNEMENT SUR LE CHANTIER

- .1 Le nombre de places de stationnement sur place est limité. L'entrepreneur trouvera un autre emplacement pour le stationnement de ses travailleurs.
- .2 Aménager des voies convenables d'accès au chantier et en assurer l'entretien.

1.07 MESURES DE SÉCURITÉ

- .1 Engager du personnel de sécurité fiable pour assurer, après les heures de travail et pendant les jours de congé, la surveillance du chantier et des matériaux/matériels qui s'y trouvent, et en assumer les frais.

1.08 BUREAUX

- .1 Aménager un bureau ventilé, chauffé à une température de 22 degrés Celsius, doté d'appareils d'éclairage assurant un niveau d'éclairement de 750 lux et de dimensions suffisantes pour permettre la tenue des réunions de chantier, et y prévoir une table pour l'étalement des dessins.
- .2 Fournir une trousse de premiers soins complète et identifiée, et la ranger à un endroit facile d'accès.
- .3 Au besoin, les sous-traitants doivent aménager leur propre bureau. Leur indiquer l'endroit où ils peuvent s'installer.
- .4 Bureau du Représentant du Ministère.
 - .1 Aménager un bureau temporaire pour le Représentant du Ministère.
 - .2 Le bureau doit mesurer, à l'intérieur, au moins 3.6 m de longueur x 3 m de largeur x 2.4 m de hauteur, et comporter un plancher situé à 0.3 m au-dessus du sol, ainsi que 4 fenêtres ouvrant à 50 % et une porte verrouillable.
 - .3 Le bureau doit être bien isolé et être doté d'un système de chauffage assurant une température ambiante de 22 degrés Celsius lorsque la température extérieure est de -20 degrés Celsius.
 - .4 Les murs et le plafond doivent être revêtus de panneaux de contreplaqué,

de panneaux de fibres durs ou de plaques de plâtre, puis peints selon les couleurs choisies. Le plancher doit être revêtu de panneaux de contreplaqué de 19 mm d'épaisseur.

- .5 Le bureau doit être doté d'un système d'éclairage électrique assurant un niveau d'éclairement de 750 lux; les appareils utilisés doivent être de type commercial, à éclairage direct avec 10 % de la lumière dirigée vers de haut, à monter en applique, et être munis d'un réflecteur.
- .6 Aménager une toilette privée près du bureau et y installer un W.-C. chimique ou à chasse d'eau, un lavabo et un miroir, et assurer l'alimentation en serviettes de papier et en papier hygiénique.
- .7 Meubler le bureau d'une table de 1 m x 2 m, de 4 chaises, de rayonnages de 300 mm de largeur, totalisant une longueur de 6 m, d'un classeur à trois tiroirs, d'un support à dessins et d'un support à vêtements, avec tablette.
- .8 Garder les lieux propres.

1.09 ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX, DES MATÉRIELS ET DES OUTILS

- .1 Prévoir des remises verrouillables, à l'épreuve des intempéries, destinées à l'entreposage des matériaux, des matériels et des outils, et garder ces dernières propres et en bon ordre.
- .2 Laisser sur le chantier les matériaux et les matériels qui n'ont pas à être gardés à l'abri des intempéries, mais s'assurer qu'ils gênent le moins possible le déroulement des travaux.

1.10 INSTALLATIONS SANITAIRES

- .1 Prévoir des installations sanitaires pour les ouvriers conformément aux ordonnances et aux règlements pertinents.
- .2 Afficher les avis requis et prendre toutes les précautions exigées par les autorités sanitaires locales. Garder les lieux et le secteur propres.
- .3 Une fois que les branchements permanents aux réseaux d'alimentation en eau et d'évacuation des eaux usées ont été réalisés, aménager, à l'intérieur du bâtiment, des enceintes temporaires où seront installés des W.-C. et des urinoirs.

1.11 SIGNALISATION DE CHANTIER

- .1 Dans les trois (3) semaines suivant la signature du contrat, fournir un panneau de chantier et l'installer à l'endroit désigné par le Représentant du Ministère.
- .2 Panneaux de construction conformément au manuel de contrôle de la circulation du ministère des Transports et de l'Infrastructure du Nouveau-Brunswick.
- .3 Mis à part les panneaux d'avertissement, aucun autre panneau ni aucune autre affiche ne peut être installé sur le chantier.
- .4 Transmettre au Représentant du Ministère les demandes d'approbation pour l'installation d'un panneau d'identification du Consultant/de l'Entrepreneur. L'aspect général de ce panneau doit correspondre à celui du panneau de chantier et les inscriptions doivent être rédigées dans les deux langues officielles.

- .5 Les inscriptions paraissant sur les panneaux d'instructions et sur les avis de sécurité doivent être rédigées dans les deux langues officielles. Les symboles graphiques doivent être conformes à la norme CAN/CSA-Z321.
- .6 Garder les panneaux et les avis approuvés en bon état pendant toute la durée des travaux et les évacuer du chantier une fois ces derniers terminés, ou avant si le Représentant du Ministère le demande.

1.12 PROTECTION ET MAINTIEN DE LA CIRCULATION

- .1 Au besoin, aménager des voies d'accès ainsi que des voies de déviation temporaires afin de maintenir la circulation.
- .2 Maintenir et protéger la circulation sur les voies concernées durant les travaux de construction, sauf indication spécifique contraire de la part du Représentant du Ministère.
- .3 Prévoir des mesures pour la protection et la déviation de la circulation, y compris les services de surveillants et de signaleurs, l'installation de barricades, l'installation de dispositifs d'éclairage autour et devant l'équipement et la zone des travaux, la mise en place et l'entretien de panneaux d'avertissement, de panneaux indicateurs de danger et de panneaux de direction appropriés.
- .4 Protéger le public voyageur contre les dommages aux personnes et aux biens.
- .5 Le matériel roulant de l'Entrepreneur servant au transport des matériaux/matériels qui entrent sur le chantier ou en sortent doit nuire le moins possible à la circulation routière.
- .6 S'assurer que les voies existantes et les limites de charge autorisées sur ces dernières sont adéquates. L'Entrepreneur est tenu de réparer les voies endommagées à la suite des travaux de construction.
- .7 Construire les voies d'accès et les pistes de chantier nécessaires.
- .8 Aménager des pistes de chantier présentant une pente et une largeur adéquates; éviter les courbes prononcées, les virages sans visibilité et toute intersection dangereuse.
- .9 Prévoir les appareils d'éclairage, les panneaux de signalisation, les barricades et les marquages distinctifs nécessaires à une circulation sécuritaire.
- .10 Prendre les mesures nécessaires pour abattre la poussière afin d'assurer le déroulement sécuritaire des activités en tout temps.
- .11 L'emplacement, la pente, la largeur et le tracé des voies d'accès et des pistes de chantier sont assujettis à l'approbation du Représentant du Ministère.
- .12 Les appareils d'éclairage doivent assurer une visibilité complète sur toute la largeur des pistes de chantier et des zones de travail durant les quarts de soir et de nuit.
- .13 Prévoir l'enlèvement de la neige pendant la période des travaux.

.14 Une fois les travaux terminés, démantelé les pistes de chantier.

1.13 NETTOYAGE

- .1 Évacuer quotidiennement du chantier de construction les débris, les déchets et les matériaux d'emballage.
- .2 Enlever la poussière et la boue des chaussées revêtues en dur.
- .3 Entreposer les matériaux/matériels récupérés au cours des travaux de démolition.
- .4 Ne pas entreposer dans les installations de chantier les matériaux/matériels neufs ni les matériaux/matériels récupérés.

2 PRODUITS

2.01 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

3 EXÉCUTION

3.01 MOYENS TEMPORAIRES DE CONTRÔLE DE L'ÉROSION ET DES SÉDIMENTS

- .1 Mettre en place des moyens temporaires de lutte contre l'érosion et le dépôt de sédiments, destinés à prévenir la perte de sol pouvant résulter du ruissellement des eaux pluviales ou de l'érosion par le vent, et l'entraînement de ce sol sur les propriétés et voies piétonnes adjacentes. Ces moyens doivent être conformes aux exigences des autorités compétentes, particulier au site et préparé conformément aux exigences les plus rigoureuses entre celles énoncées dans le document 832/R-92-005 publié par l'EPA et celles établies par les autorités compétentes.
- .2 Inspecter les moyens de lutte mis en place, en assurer l'entretien et les réparer au besoin jusqu'à ce que la végétation permanente soit bien établie.
- .3 Enlever les moyens de lutte au moment opportun et remettre en état et stabiliser les surfaces remuées au cours de ces travaux.

FIN DE SECTION

1 GÉNÉRALITÉS

1.01 NORMES DE RÉFÉRENCE

- .1 Office des normes générales du Canada (CGSB)
 - .1 CGSB 1.59-97, Peinture-émail d'extérieur, brillante, aux résines alkydes.
 - .2 CAN/CGSB 1.189-00, Peinture d'impression, d'extérieur, aux résines alkydes, pour le bois.
- .2 Groupe CSA (CSA)
 - .1 CSA-O121-FM1978(C2003), Contre-plaqué en sapin de Douglas.
- .3 Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC), Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) - ID : R2002D, Titre : Conditions générales « C », en vigueur depuis le 14 mai 2004.

1.02 MISE EN PLACE ET ENLÈVEMENT DU MATÉRIEL

- .1 Fournir, mettre en place ou aménager les ouvrages d'accès et de protection temporaires nécessaires pour permettre l'exécution des travaux dans les plus brefs délais.
- .2 Démonter le matériel et l'évacuer du chantier lorsqu'on n'en a plus besoin.

1.03 PALISSADES

- .1 Ériger, autour du chantier, une palissade temporaire constituée d'une clôture à neige neuve de 1.2 m de hauteur, attachée avec du fil métallique à des poteaux profilés en T disposés à 2.4 m d'entraxe. Prévoir une (1) barrière d'accès verrouillable pour les camions. Maintenir la clôture en bon état.
- .2 Poser des clôtures autour des arbres et des végétaux à laisser en place afin de les protéger contre les dommages qui pourraient leur être causés par le matériel utilisé ou par certaines pratiques de construction.

1.04 GARDE-CORPS ET BARRIÈRES

- .1 Fournir des garde-corps et des barrières rigides et sécuritaires et en installer autour des excavations profondes.
- .2 Fournir et installer ces éléments conformément aux exigences des autorités compétentes selon les indications.

1.05 ABRIS, ENCEINTES ET FERMETURES CONTRE LES INTEMPÉRIES

- .1 Les enceintes doivent pouvoir supporter les pressions dues au vent et les surcharges dues à la neige, qui ont été calculées.

1.06 VOIES D'ACCÈS AU CHANTIER

- .1 Aménager les voies, les chemins, les rampes et les traverses piétonnes nécessaires pour accéder au chantier.

1.07 CIRCULATION ROUTIÈRE

- .1 Retenir les services de signaleurs compétents et prévoir les dispositifs et les fusées de signalisation, les barrières, les feux et les luminaires nécessaires pour l'exécution des travaux et la protection du public.

1.08 VOIES D'ACCÈS POUR VÉHICULES D'URGENCE

- .1 Assurer un accès au chantier pour les véhicules d'urgence et prévoir à cet égard des dégagements en hauteur suffisants.

1.09 PROTECTION DES PROPRIÉTÉS PUBLIQUES ET PRIVÉES AVOISINANTES

- .1 Protéger les propriétés publiques et privées avoisinantes contre tout dommage pouvant résulter de l'exécution des travaux.
- .2 Le cas échéant, assumer l'entière responsabilité des dommages causés.

1.10 PROTECTION DES SURFACES FINIES DU BÂTIMENT

- .1 Pendant toute la période d'exécution des travaux, protéger le matériel ainsi que les surfaces complètement ou partiellement finies de l'ouvrage.
- .2 Prévoir les écrans, les bâches et les barrières nécessaires.
- .3 Trois (3) jours avant l'installation des éléments de protection, confirmé avec le Représentant du Ministère l'emplacement de chacun ainsi que le calendrier d'installation.
- .4 Assumer l'entière responsabilité des dommages causés aux ouvrages en raison d'un manque de protection ou d'une protection inappropriée.

1.11 GESTION ET ÉLIMINATION DES DÉCHETS

- .1 Trier les déchets en vue de leur recyclage, conformément à la section 01 74 21 - GESTION ET ÉLIMINATION DES DÉCHETS.

2 PRODUITS

2.01 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

TPSGC	OUVRAGES D'ACCÈS ET DE	SECTION 01 56 00
QUAIS FLOTTANTS	PROTECTION TEMPORAIRES	PAGE 3

MULTIPLES EMPLACEMENTS
RÉGION DU SUD-OUEST DU N.-B.
COMTÉS DE CHARLOTTE ET DE SAINT-JEAN
NUMÉROS DE PROJETS: R.118536.001, R.119160.001, R.120059.001

3 EXÉCUTION

3.01 SANS OBJET

.1 Sans objet.

FIN DE SECTION

1 GÉNÉRALITÉS

1.01 NORMES DE RÉFÉRENCE

- .1 Des références à des normes pertinentes peuvent être faites dans chaque section du devis.
- .2 Se conformer aux normes indiquées ci-dessus, en tout ou en partie, selon les prescriptions du devis.
- .3 Dans les cas où il subsiste un doute quant à la conformité de certains produits ou systèmes aux normes pertinentes, le Représentant du Ministère se réserve le droit de la vérifier par des essais.
- .4 Si les produits ou les systèmes sont conformes aux Documents Contractuels, les frais occasionnés par ces essais seront assumés par le Représentant du Ministère, sinon ils devront être assumés par l'Entrepreneur.

1.02 QUALITÉ

- .1 Les produits, les matériaux, les matériels, les appareils et les pièces utilisés pour l'exécution des travaux doivent être neufs, en parfait état et de la meilleure qualité pour les fins auxquelles ils sont destinés. Au besoin, fournir une preuve établissant la nature, l'origine et la qualité des produits fournis.
- .2 Les produits trouvés défectueux avant la fin des travaux seront refusés, quelles que soient les conclusions des inspections précédentes. Les inspections n'ont pas pour objet de dégager l'Entrepreneur de ses responsabilités, mais simplement de réduire les risques d'omission ou d'erreur. L'Entrepreneur devra assurer l'enlèvement et le remplacement des produits défectueux à ses propres frais, et il sera responsable des retards et des coûts qui en découlent.
- .3 En cas de conflit quant à la qualité ou à la convenance des produits, seul le Représentant du Ministère pourra trancher la question en se fondant sur les exigences des Documents Contractuels.
- .4 Sauf indication contraire dans le devis, favoriser une certaine uniformité en s'assurant que les matériaux ou les éléments d'un même type proviennent du même fabricant.
- .5 Les étiquettes, les marques de commerce et les plaques signalétiques permanentes posées en évidence sur les produits mis en oeuvre ne sont pas acceptables, sauf si elles donnent une instruction de fonctionnement ou si elles sont posées sur du matériel installé dans des locaux d'installations mécaniques ou électriques.

1.03 FACILITÉ D'OBTENTION DES PRODUITS

- .1 Immédiatement après la signature du contrat, prendre connaissance des exigences relatives à la livraison des produits et prévoir tout retard éventuel. Si des retards dans la livraison des produits sont prévisibles, en aviser le Représentant du Ministère afin que des mesures puissent être prises pour leur substituer des

produits de remplacement ou pour apporter les correctifs nécessaires, et ce, suffisamment à l'avance pour ne pas retarder les travaux.

- .2 Si le Représentant du Ministère n'a pas été avisé des retards de livraison prévisibles au début des travaux, et s'il semble probable que l'exécution des travaux s'en trouvera retardée, le Représentant du Ministère se réserve le droit de substituer aux produits prévus d'autres produits comparables qui peuvent être livrés plus rapidement, sans que le prix du contrat en soit pour autant augmenté.

1.04 ENTREPOSAGE, MANUTENTION ET PROTECTION DES PRODUITS

- .1 Manutentionner et entreposer les produits en évitant de les endommager, de les altérer ou de les salir, et en suivant les instructions du fabricant, le cas échéant.
- .2 Entreposer dans leur emballage d'origine les produits groupés ou en lots; laisser intacts l'emballage, l'étiquette et le sceau du fabricant. Ne pas déballer ou délier les produits avant le moment de les incorporer à l'ouvrage.
- .3 Les produits susceptibles d'être endommagés par les intempéries doivent être conservés sous une enceinte à l'épreuve de celles-ci.
- .4 Les liants hydrauliques ne doivent pas être déposés directement sur le sol ou sur un plancher en béton, ni être en contact avec les murs.
- .5 Le sable destiné à être incorporé dans les mortiers et les coulis doit demeurer sec et propre. Le stocker sur des plates-formes en bois et le couvrir de bâches étanches par mauvais temps.
- .6 Déposer le bois de construction ainsi que les matériaux en feuilles, sur des supports rigides, plats, pour qu'ils ne reposent pas directement sur le sol. Donner une faible pente afin de favoriser l'écoulement de l'eau de condensation.
- .7 Entreposer et mélanger les produits de peinture dans un local chauffé et bien aéré. Tous les jours, enlever les chiffons huileux et les autres déchets inflammables des lieux de travail. Prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter les risques de combustion spontanée.
- .8 Remplacer sans frais supplémentaires les produits endommagés, à la satisfaction du Représentant du Ministère.

1.05 TRANSPORT

- .1 Payer les frais de transport des produits requis pour l'exécution des travaux.

1.06 INSTRUCTIONS DU FABRICANT

- .1 Sauf prescription contraire dans le devis, installer ou mettre en place les produits selon les instructions du fabricant. Ne pas se fier aux indications inscrites sur les étiquettes et les contenants fournis avec les produits. Obtenir directement du fabricant un exemplaire de ses instructions écrites.
- .2 Aviser par écrit le Représentant du Ministère de toute divergence entre les exigences du devis et les instructions du fabricant, de manière qu'il puisse

prendre les mesures appropriées.

- .3 Si les instructions du fabricant n'ont pas été respectées, le Représentant du Ministère pourra exiger, sans que le prix contractuel soit augmenté, l'enlèvement et la repose des produits qui ont été mis en place ou installés incorrectement.

1.07 QUALITÉ D'EXÉCUTION DES TRAVAUX

- .1 La mise en oeuvre doit être de la meilleure qualité possible, et les travaux doivent être exécutés par des ouvriers de métier, qualifiés dans leurs disciplines respectives. Aviser le Représentant du Ministère si les travaux à exécuter sont tels qu'ils ne permettront vraisemblablement pas d'obtenir les résultats escomptés.
- .2 Ne pas embaucher de personnes non qualifiées ou n'ayant pas les dispositions requises pour exécuter les travaux qui leur sont confiés. Le Représentant du Ministère se réserve le droit d'interdire l'accès au chantier de toute personne jugée incompétente ou négligente.
- .3 Seul le Représentant du Ministère peut régler les litiges concernant la qualité d'exécution des travaux et les compétences de la main-d'oeuvre, et sa décision est irrévocable.

1.09 REMISE EN ÉTAT

- .1 Exécuter les travaux de remise en état requis pour réparer ou pour remplacer les parties ou les éléments de l'ouvrage trouvés défectueux ou inacceptables. Coordonner les travaux à exécuter sur les ouvrages contigus touchés, selon les besoins.
- .2 Les travaux de remise en état doivent être réalisés par des spécialistes connaissant les matériaux et les matériels utilisés; ces travaux doivent être exécutés de manière qu'aucune partie de l'ouvrage soit endommagée ou risque de l'être.

1.10 EMPLACEMENT DES APPAREILS

- .1 L'emplacement indiqué pour les appareils, les prises de courant et les autres matériels électriques ou mécaniques doit être considéré comme approximatif.
- .2 Informer le Représentant du Ministère de tout problème pouvant être causé par le choix de l'emplacement d'un appareil et procéder à l'installation suivant ses directives.

1.11 FIXATIONS - GÉNÉRALITÉS

- .1 Sauf indication contraire, fournir des accessoires et des pièces de fixation métalliques ayant les mêmes texture, couleur et fini que l'élément à assujettir.
- .2 Éviter toute action électrolytique entre des métaux ou des matériaux de nature différente.
- .3 Sauf si des pièces de fixation en acier inoxydable ou en un autre matériau sont

prescrites dans la section pertinente du devis, utiliser, pour assujettir les ouvrages extérieurs, des attaches et des ancrages à l'épreuve de la corrosion, en acier galvanisé par immersion à chaud.

- .4 Il importe de déterminer l'espacement des ancrages en tenant compte des charges limites et de la résistance au cisaillement afin d'assurer un ancrage franc permanent. Les chevilles en bois ou en toute autre matière organique ne sont pas acceptées.
- .5 Utiliser le moins possible de fixations apparentes; les espacer de façon uniforme et les poser avec soin.
- .6 Les pièces de fixation qui pourraient causer l'effritement ou la fissuration de l'élément dans lequel elles sont ancrées seront refusées.

1.12 RÉSEAUX D'UTILITÉS EXISTANTS

- .1 Lorsqu'il s'agit de faire des raccordements à des réseaux existants, les exécuter aux heures fixées par les autorités locales compétentes en gênant le moins possible le déroulement des travaux, et/ou les occupants du bâtiment et la circulation des piétons et des véhicules.
- .2 Protéger, déplacer ou maintenir en service les canalisations d'utilités qui sont fonctionnelles. Si des canalisations sont découvertes durant les travaux, les obturer de manière approuvée par les autorités responsables, repérer les points d'obturation et les consigner.

2 PRODUITS

2.01 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

3 EXÉCUTION

3.01 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

FIN DE SECTION

1 GÉNÉRALITÉS

1.01 PROPRETÉ DU CHANTIER

- .1 Garder le chantier propre et exempt de toute accumulation de débris et de matériaux de rebut autres que ceux générés par le Maître de l'ouvrage ou par les autres entrepreneurs.
- .2 Enlever les débris de construction et les matériaux de rebut hors du chantier quotidiennement, à des heures prédéterminées, ou les éliminer selon les directives du Représentant du Ministère. Les matériaux de rebut ne doivent pas être brûlés sur le chantier, à moins que ce mode d'élimination ne soit autorisé par le Représentant du Ministère.
- .3 Prendre les dispositions nécessaires et obtenir les permis des autorités compétentes en vue de l'élimination des débris et des matériaux de rebut.
- .4 Prévoir, sur le chantier, des conteneurs pour l'évacuation des débris et des matériaux de rebut.
- .5 Fournir et utiliser, pour le recyclage, des conteneurs séparés et identifiés. Se reporter à la section 01 74 21 - Gestion et élimination des déchets.
- .6 Éliminer les débris et les matériaux de rebut hors du chantier.
- .7 Stocker les déchets volatils dans des contenants métalliques fermés et les évacuer hors du chantier à la fin de chaque période de travail.

1.02 NETTOYAGE FINAL

- .1 L'achèvement substantiel des travaux, enlever les matériaux en surplus, les outils ainsi que l'équipement et les matériels de construction qui ne sont plus nécessaires à l'exécution du reste des travaux.
- .2 Enlever les débris et les matériaux de rebut, à l'exception de ceux générés par les autres entrepreneurs, et laisser les lieux propres et prêts à occuper.
- .3 Avant l'inspection finale, enlever les matériaux en surplus, les outils, l'équipement et les matériels de construction.
- .4 Enlever les débris et les matériaux de rebut autres que ceux générés par le Maître de l'ouvrage ou par les autres entrepreneurs.
- .5 Évacuer les matériaux de rebut hors du chantier à des heures prédéterminées ou les éliminer selon les directives du Représentant du Ministère. Les matériaux de rebut ne doivent pas être brûlés sur le chantier, à moins que ce mode d'élimination ne soit autorisé par le Représentant du Ministère.
- .6 Prendre les dispositions nécessaires et obtenir les permis des autorités compétentes en vue de l'élimination des débris et des matériaux de rebut.

1.03 GESTION ET ÉLIMINATION DES DÉCHETS

- .1 Trier les déchets conformément à la section 01 74 21 - Gestion et élimination des déchets.

2 PRODUITS

2.01 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

3 EXÉCUTION

3.01 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

FIN DE SECTION

1 GÉNÉRALITÉS

1.01 SOMMAIRE

- .1 Contrôle maximal des déchets solides de construction.
- .2 Préserver l'environnement et prévenir la pollution et les dommages causés à l'environnement.

1.02 DÉFINITIONS

- .1 Classe III : déchets non dangereux - déchets de construction, de rénovation et de démolition.
- .2 Plan de travail de l'analyse des coûts et des revenus (PTAC) : basé sur des informations provenant de l'ÉDD, et destiné à servir d'outil de suivi financier pour déterminer l'état économique des pratiques de gestion des déchets.
- .3 Vérification des déchets de démolition (AQEP) : se rapporte aux déchets réels générés par le projet.
- .4 Remplissage inerte : déchets inertes - exclusivement asphalte et béton.
- .5 Programme de tri à la source des matières (MSSP) : Série d'activités continues visant à séparer les matières résiduelles réutilisables et recyclables en catégories de matières d'autres types de déchets au point de production.
- .6 Recyclable : La capacité d'un produit ou d'un matériau d'être récupéré à la fin de son cycle de vie et d'être converti en produit neuf qui sera réutilisé par d'autres.
- .7 Recycler : Transporter les déchets du site du projet à un autre site pour les convertir en produit neuf qui sera réutilisé par d'autres.
- .8 Recyclage : Processus de triage, de nettoyage, de traitement et de reconstitution des déchets solides et des autres matériaux mis aux rebuts aux fins de les utiliser sous une forme altérée. Le recyclage exclut le brûlage, l'incinération ou la destruction thermique des déchets.
- .9 Réutiliser : utilisation répétée du produit sous la même forme, mais pas nécessairement dans le même but. La réutilisation comprend :
 - .1 Récupération de matériaux réutilisables provenant de projets de ré-modélisation, avant l'étape de démolition, pour la revente, réutilisation dans le cadre d'un projet en cours ou stockage pour utilisation dans le cadre de projets futurs.
 - .2 Retourner les articles réutilisables, y compris les palettes ou les produits inutilisés aux fournisseurs.
- .10 Récupérer : Transporter les déchets du site du projet à un autre site pour les revendre ou pour qu'ils soient réutilisés par d'autres.
- .11 Condition distincte : désigne les déchets triés en types individuels.

- .12 Tri à la source : Processus qui consiste à séparer les différents types de déchets au fur et à mesure de leur production.

1.03 TRANSPORT, ENTREPOSAGE ET MANUTENTION

- .1 Entreposer les matériaux à réutiliser, à recycler et à récupérer dans les endroits prescrits par le Représentant du Ministère.
- .2 Sauf indication contraire, les matériaux à enlever deviennent la propriété de l'entrepreneur.
- .3 Protéger, stocker, entreposer et cataloguer les articles récupérés.
- .4 Séparer les matériaux non récupérables des articles récupérés. Transporter et livrer les articles non récupérables aux installations d'élimination autorisées.
- .5 Protéger les composants structuraux qui ne sont pas enlevés pour la démolition contre les mouvements ou les dommages.

1.04 ÉLIMINATION DES DÉCHETS

- .1 Ne pas enterrer les déchets.
- .2 Ne pas jeter de déchets, de matières volatiles, d'essences minérales, d'huile, de diluant à peinture dans les cours d'eau, les égouts pluviaux ou sanitaires.

1.05 UTILISATION DU SITE ET DES INSTALLATIONS

- .1 Exécuter les travaux avec le moins d'interférence ou de perturbation possible à l'utilisation normale des locaux.

PRODUITS

2.01 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

3 EXÉCUTION

3.01 MISE EN OEUVRE DU PLAN DE GESTION DES DÉCHETS DE CONSTRUCTION

- .1 Manipuler les déchets qui ne sont pas réutilisés, récupérés ou recyclés conformément aux règlements et aux codes appropriés.

3.02 NETTOYAGE

- .1 Retirer les outils et les déchets à la fin des travaux et laisser l'aire de travail propre et ordonnée.
- .2 Nettoyer l'aire de travail à mesure que les travaux progressent.

- .3 Trouver des matériaux distincts à réutiliser ou à recycler dans des zones de tri précises.

3.03 ÉCHANTILLONS DE FORMULAIRES SUR LA GESTION DES DÉCHETS DE CONSTRUCTION

- .1 Annexe E - Responsabilité principale du gouvernement en matière d'environnement :
- | Province | Adresse | Demandes de renseignements | Fax |
|-------------------|--|----------------------------|------------------|
| Nouveau Brunswick | ministère de la Environnement
364, rue Argyle,
Boîte 6000
Fredericton
NB E3B 5H1 | 506-453-37
00 | 506-453-38
43 |

FIN DE SECTION

1 GÉNÉRALITÉS

1.01 MODALITÉS ADMINISTRATIVES

- .1 Procédure de réception des travaux
 - .1 Inspection effectuée par l'Entrepreneur : L'Entrepreneur doit inspecter les travaux, repérer les défauts et les défaillances et faire les réparations nécessaires pour que tout soit conforme aux exigences des Documents Contractuels.
 - .1 Aviser le Représentant du Ministère par écrit une fois l'inspection de l'Entrepreneur terminée, et soumettre un document attestant que les corrections ont été apportées.
 - .2 Présenter ensuite une demande pour que les travaux soient inspectés par le Représentant du Ministère.
 - .2 Inspection effectuée par le Représentant du Ministère :
 - .1 Le Représentant du Ministère effectuera avec l'Entrepreneur une inspection des travaux dans le but de repérer les défauts et les défaillances.
 - .2 L'Entrepreneur devra apporter les corrections demandées.
 - .3 Inspection finale :
 - .1 Lorsque toutes les tâches mentionnées précédemment sont terminées, présenter une demande pour que les travaux soient soumis à l'inspection finale, laquelle sera effectuée par le Représentant du Ministère.
 - .2 Si les travaux sont jugés incomplets par le Représentant du Ministère, terminer les éléments qui n'ont pas été exécutés et présenter une nouvelle demande d'inspection.
 - .4 Déclaration d'achèvement substantiel : Lorsque le Représentant du Ministère considère que les défaillances et les défauts ont été corrigés et que les exigences contractuelles semblent en grande partie satisfaites, présenter une demande de production d'un certificat d'achèvement substantiel des travaux.
 - .5 Début du délai de garantie et de la période d'exercice du droit de rétention : La date d'acceptation par le Maître de l'ouvrage de la déclaration d'achèvement substantiel des travaux soumise sera la date du début de la période d'exercice du droit de rétention et du délai de garantie, sauf prescription contraire par la réglementation relative au droit de rétention en vigueur au lieu des travaux.
 - .6 Paiement final :
 - .1 Lorsque le Représentant du Ministère considère que les défaillances et les défauts ont été corrigés et que les exigences contractuelles sont entièrement satisfaites, présenter une demande de paiement final.
 - .7 Paiement de la retenue : Après l'émission du certificat d'achèvement substantiel des travaux, soumettre une demande de paiement de la retenue conformément aux dispositions de l'entente contractuelle.

1.02 NETTOYAGE FINAL

- .1 Effectuer les travaux de nettoyage conformément à la section 01 74 11 - Nettoyage.

- .1 Évacuer du chantier les matériaux/matériels en surplus, les déchets, les outils et l'équipement.
- .2 Gestion des déchets : trier les déchets conformément à la section 01 74 21 - GESTION ET ÉLIMINATION DES DÉCHETS.

2 PRODUITS

2.01 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

3 EXÉCUTION

3.01 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

FIN DE SECTION

1 GÉNÉRALITÉS

1.01 EXIGENCES CONNEXES

- .1 Section inclus:
Documents du dossier du projet comme suit :
 - .1 Dessins d'après exécution.
 - .2 Spécifications conformes à l'exécution.
 - .3 Examen des dessins d'atelier.

1.02 NORMES DE RÉFÉRENCE

- .1 Loi canadienne sur la protection de l'environnement (LCPE)
 - .1 DORS/2008-197, Règlement sur les systèmes de stockage de produits pétroliers et de produits apparentés.

1.03 MODALITÉS ADMINISTRATIVES

- .1 Fournir les documents conformément à la section 01 33 00 - Documents/Échantillons à soumettre.

1.04 DOCUMENTS/ ÉCHANTILLONS À SOUMETTRE POUR APPROBATION/ INFORMATION

- .1 Tenir à jour, en plus des exigences énoncées dans les conditions générales, sur place pour le Représentant du Ministère une copie de dossier :
 - .1 Dessins du contrat.
 - .2 Spécifications.
 - .3 Addenda.
 - .4 Ordres de modification et autres modifications au contrat.
 - .5 Examiné les dessins d'atelier, les données sur les produits et les échantillons.
 - .6 Dossiers des essais sur le terrain.
 - .7 Certificats d'inspection.
 - .8 Certificats du fabricant.

1.05 CONSIGNATION DES DONNÉES DANS LE DOSSIER DE PROJET

- .1 Consigner les renseignements sur un jeu de dessins opaques fournis par le Représentant du Ministère.
- .2 Consigner les renseignements à l'aide de marqueurs à pointe feutre en prévoyant une couleur différente pour chaque système important.
- .3 Consigner les renseignements au fur et à mesure que se déroulent les travaux.
 - .1 Ne pas dissimuler les ouvrages avant que les renseignements requis aient été consignés.
- .4 Dessins contractuels et dessins d'atelier : indiquer chaque donnée de manière à montrer les ouvrages tels qu'ils sont, y compris ce qui suit.
 - .1 Les modifications apportées sur place quant aux dimensions et

- aux détails des ouvrages.
- .2 Les changements apportés suite à des ordres de modification.
- .3 Les détails qui ne figurent pas sur les Documents Contractuels d'origine.
- .4 Les normes de référence aux dessins d'atelier et aux modifications connexes.

1.06 CERTIFICAT D'ARPENTAGE DÉFINITIF

- .1 Présenter les coordonnées finales de chaque tuyau d'acier conformément à la section 01 33 00- Documents/Échantillons à soumettre, attestant que les élévations et l'emplacement de travaux sont conformes aux documents contractuels.

2 PRODUITS

2.01 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

3 EXÉCUTION

3.01 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

FIN DE SECTION